

**LUTTER CONTRE
TOUS LES
FASCISMES,
D'HIER
ET D'AUJOURD'HUI**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1363-1364-1365-Avril-Mai-Juin 2021

MAI 1941 : APPEL A LA CONSTITUTION DU FRONT NATIONAL DE LUTTE POUR LA LIBERATION ET L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE

À l'été 1940, après la signature le 22 juin à Rethondes de l'Armistice franco-allemand actant la défaite française et l'occupation militaire nazie de 55% du sol national, au nord de la Loire et sur la façade atlantique du pays jusqu'à la frontière espagnole, après le coup d'Etat institutionnel du 10 juillet 1940 à Vichy assassinant la République et la remplaçant par l'«Etat français» avec à sa tête Pétain, la France, qui doit de plus observer des conditions draconiennes d'armistice corsetant ses armements et ses relations extérieures, est vassalisée au Reich hitlérien; une vassalité qu'accroîtra la politique de «collaboration» définie lors de l'entrevue d'Hitler et de Pétain à Montoire-sur-le-Loir le 24 octobre 1940.

Et le peuple français vit une oppression de tous les instants, tant en zone Sud, qui n'est pas une «zone libre» et où l'Etat français a suspendu des assemblées élues, interdit des partis politiques démocratiques, un syndicalisme authentique, une presse libre, pris des mesures discriminatoires à l'égard des étrangers, des Juifs, des Tziganes, des Francs-maçons, qu'en zone Nord, où la législation nazie d'occupation s'applique concurremment aux lois répressives promulguées par l'Etat français.

Très tôt, la répression se généralise contre toute manifestation d'opposition au régime pétainiste, «dit de Vichy», contre, en zone occupée, toute hostilité même minime aux forces d'occupation; ce qui peut entraîner la peine de mort: accusé d'avoir brandi le poing au passage d'une fanfare allemande, Israël Karp est fusillé à Souge le 26 août 1940. À Paris, accusé d'avoir bousculé un soldat allemand, Jacques Bonsergent est fusillé le 23 décembre 1940...

À ces exactions s'ajoutent le pillage de la France: ses matières premières et productions agricoles prennent la route du Reich alors que les privations se généralisent pour les Français.

Le 11 novembre 1940, Etudiants et Lycéens ont défilé sur les Champs-Élysées dans une montée patriotique à l'Étoile. Les Allemands ont répondu à cette première manifestation visible de Résistance par la répression, qui fit des blessés, par des arrestations, la fermeture de l'Université...

Avec le monde ouvrier, au sein duquel l'action revendicative dans l'entreprise mais aussi au dehors s'est peu à peu réorganisée, notamment sous forme de «comités populaires», le monde intellectuel a donné lui aussi naissance à des structures de Résistance, à des publications telles, en octobre 1940, dans la mouvance clandestine communiste, l'Université libre, autour de Georges Politzer, Jacques Decour, Jacques Salomon; qui feront aussi paraître à partir de février 1941 «La Pensée libre».

Des contacts vont se nouer entre ces groupes et d'autres se rattachant à d'autres courants de pensée de la Résistance, anciens syndicalistes, animateurs de mouvements de jeunes, etc. Ainsi qu'avec de premiers groupes se référant à l'Appel lancé le 18 juin à Londres par le général de Gaulle.

L'audience recueillie dans les milieux prédisposés à la Résistance par l'«Université libre» et la «Pensée libre», l'élargissement des manifestations de Résistance et des contacts avec d'autres mouvements conduisirent la direction clandestine du Parti communiste (Jacques Duclos, Benoit Frachon, Charles Tillon) à tester en avril 1941 l'idée d'un rassemblement des Forces Résistantes.

Ainsi, en zone Sud, Georges Maranne va nouer des contacts exploratoires et prometteurs avec Léo Hamon, avec Emmanuel d'Astier de la Viègerie, qui s'étendront à des personnalités comme Justin Godard, Georges Bidault, Yves Farge, Jacques Bounin...

L'Appel à la constitution du Front national de Résistance fut publié par la direction du Parti com-

muniste vers le 20 mai 1941, en le datant du 15 mai:

«Le Parti communiste français, convaincu que la France recouvrera son indépendance grâce à l'Union de tous les peuples, lance un vibrant appel à tous ceux qui pensent français et veulent agir en Français. Il tend une main fraternelle à tous les Français, quels qu'ils soient, qui ne voyant que les malheurs et l'intérêt du Pays, veulent s'unir pour mettre fin à l'oppression nationale (...). Le Parti communiste ne veut écarter personne, si ce n'est les traîtres, de l'unité de la nation, du Front national de l'Indépendance de la France: Il lance un pressant appel aux hommes et aux femmes qui, quelles que soient leurs convictions et leurs croyances, veulent selon leurs possibilités prendre part à la lutte pour la Libération de la France. (...)

«Nous devons faire comprendre [au peuple allemand] qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre (...), nous ne voulons pas être les esclaves du «nouvel ordre européen», cette formule ne servant qu'à recouvrir le monstrueux plan d'asservissement de l'Europe poursuivi par les chefs nazis. (...)

«Français, Françaises de toutes conditions, de toutes croyances, répondez «présent» à l'appel que vous lance le Parti communiste français! Unissez-vous dans chaque ville et dans chaque village, pour que la France reste la France, pour qu'elle puisse vivre libre et indépendante, délivrée du joug de l'oppression nationale...

«VIVE LE FRONT NATIONAL DE LUTTE POUR L'INDEPENDANCE DE LA FRANCE!»

En juillet 1941, le Front National, entré dans une phase de construction à travers la France, publiera un «Manifeste» appuyé par des personnalités de diverses sensibilités. C'est à partir de la fin 1942 qu'il connaîtra un grand développement.

L'ANACR EN DEUIL



MARC FERRO

Membre du Comité d'honneur de l'ANACR

Né à Paris le 24 décembre 1924 d'un père agent de change italo-grec et d'une mère originaire de l'Empire russe (Ukraine), première modéliste d'une maison de couture.

Élève au Lycée Carnot de Paris en 1941, son professeur de philosophie, Maurice Merleau-Ponty, lui conseillera de passer en Zone Sud, en raison de l'origine juive de sa mère, qui sera arrêtée et déportée le 23 juin 1943 de Drancy à Auschwitz, où elle décédera le 28 juin 1943.

Réfugié à Grenoble où il prépare le certificat d'histoire-géographie, menacé par le S.T.O., il rejoint la Résistance et, en juillet 1944, monte au maquis du Vercors. Echappant à l'assaut allemand sur le Vercors, il participera à la libération de Lyon.

Reprenant ses études, il deviendra enseignant en histoire, en Algérie (1948-1956) puis à Paris, spécialiste de la Révolution russe puis de l'Union Soviétique. Il connaîtra une grande notoriété avec l'émission «Histoire parallèle» diffusée sur la Sept puis Arte de 1989 à 2001. Marc Ferro était membre du Comité d'honneur national de l'ANACR depuis son congrès de Limoges en 2006.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

P. 2 : La Journée Nationale de la Résistance

P. 3 : Editorial

P. 4-5 : Le mouvement «Valmy»

P. 6-11 : «L'Opération Barbarossa»

P. 12 : 70^e anniversaire de la F.I.R.

P. 13 à 18 : Les Français libres, la Bataille de Syrie

P. 19 : Héroïne de la Résistance

P. 20 à 21 : Résistants de tous pays

P. 22 : Nos deuils

P. 23 : Avis de recherche

P. 24 : Les Livres

27 MAI : JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Tous les ans, le 27 mai ou dans les jours qui le précèdent ou le suivent, de nombreuses manifestations, cérémonies, conférences, sont organisées dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance à travers la France, en premier lieu par les comités de l'ANACR, avec le concours des municipalités et la présence de représentants des Pouvoirs et organismes publics, et la participation d'Associations du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, d'enseignants et d'élèves.

Cette année 2021, comme lors du 27 mai 2020, la pandémie de covid-19, qui a connu en ce début d'année une «3^e vague», a conduit, dans le souci affirmé de restreindre son expansion,

à la prise de mesures restrictives dans l'organisation des cérémonies, réduisant parfois drastiquement la participation à... six personnes. Dans certains cas, le choix de l'addition de seuls «officiels» pour atteindre ce chiffre a conduit à écarter la présence d'un représentant associatif de la Résistance ; ce qui n'est pas acceptable.

Toutefois, malgré la conjoncture difficile, ont pu être organisées dans de nombreuses cités des cérémonies conjuguant respect des règles sanitaires et de la mémoire, lors desquelles a été souvent lu le message national de l'ANACR. Dans notre prochain n°, nous évoquerons d'autres cérémonies.



PARIS : Dans le cadre de la Journée de la Résistance plusieurs cérémonies se sont déroulées tout au long de la Journée du 27 mai : à 11 h 45, devant le 48 rue du Four, où se tint la réunion constitutive du CNR, puis à 16 h aux stèles Jean Moulin, au bas des Champs-Élysées, et à 17 heures 30 sur la sépulture du Soldat inconnu. Avec la présence à ces cérémonies de Jean Rol-Tanguy, Président, Guy Hervy, secrétaire général et Daniel Méric, pour le Comité Parisien de la Libération organisateur, de Mme Véronique Peaucelle-Delelis, Directrice générale de l'ONACVG représentant Mme la Ministre, du Préfet de Paris, de Mme Laurence Patrice, adjointe à la maire de Paris, de Victor Convert, Directeur général de la Fondation de la Résistance, de Jean Novosseloff, président de M.E.R., de Jean-Pierre Lecoq, maire du 6^e arrondissement, de Robert Créange, vice-président de l'U.F.A.C. La direction nationale de l'ANACR était représentée par Jacques Varin, Secrétaire général, Colette Pallarès et Jean-Louis Cortot, membres du Conseil national.



COTES-D'ARMOR : à SAINT-BRIEUC, Pierre Martin, Président national et départemental de l'ANACR, lit le message de l'ANACR ; le message officiel le sera par M. le Préfet Thierry Mosimann. Des cérémonies ont aussi eu lieu à PLES-TIN-LES-GREVES, LANNION, PERROS-GUIREC...

FINISTERE : Cérémonie devant le Monument du Menez-Hom, en présence de Mme Léa Poplin, sous-préfète de Châteaulin, du représentant du Préfet maritime, du Directeur de l'ONAC, des Elus, des représentants des comités ANACR, des Médailleurs, des Déportés, de la France Libre... Anne Friant-Mendres, vice-présidente nationale, a lu le message national.



LOT-ET-GARONNE : Des cérémonies se sont déroulées notamment à VILLENEUVE-SUR-LOT, en présence du sous-préfet, du maire et du président du comité ANACR, à AIGUILLON, où des collégiens lurent des poèmes d'Eluard, à NERAC, où en présence de Claude Joseph, président du comité local ANACR et membre du Bureau national, du maire, de deux résistants... fut lu le message national. A Romestaing, une cérémonie, avec la participation de collégiens, rendant hommage aux Résistants ayant caché les aviateurs survivants d'un crash, fut survolée par deux chasseurs français et deux américains. NOUVELLE-CALÉDONIE : Julien Pailhere, directeur de cabinet du Haut-commissaire, présida, place Bir Hakeim à NOUMEA, la cérémonie en présence d'Isabelle Champmoreau, membre du gouvernement territorial.



DORDOGNE : Précédée par un rallye, auquel participèrent 4 classes de scolaires, la cérémonie s'est tenue à Périgueux en présence de M. Frédéric Perissat, préfet, du député, du DMD, du maire de Périgueux, de Jean-Paul Bedoin, président de l'ANACR, D'autres cérémonies eurent lieu à Belvès, Excideuil, Montignac, Chancelade.

AUBE : Cérémonie à Troyes, place Jean-Moulin, en présence du directeur de cabinet du Préfet de l'Aube et de Patricia Bizzari, présidente départementale et membre du Bureau national de l'ANACR. D'autres cérémonies ont eu lieu, notamment à Saint-Julien-les-Villas et Romilly-sur-Seine.

LA RÉALITÉ HISTORIQUE CONTRE LES FALSIFICATEURS

« **E**n France du moins, l'Occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés ». Certes, la France n'a pas eu au km² autant de villages martyrs qu'en Biélorussie et en Ukraine, victimes de la soldatesque nazie. Mais ne voir dans les massacres d'Oradour-sur-Glane (642 hommes, femmes, vieillards et enfants massacrés), de Maillé (124 assassinés), d'Ascq (86 civils fusillés) commis par l'armée d'Occupation que « des bavures, inévitables » est d'un cynisme ignoble. Cette phrase, publiée en décembre 2005 par l'hebdomadaire d'extrême-droite *Rivarol*, n'aurait eu qu'une portée limitée ne discréditant que son auteur, si elle n'avait pas émané d'un ancien et futur candidat à l'élection présidentielle, qui allait recueillir en 2007, malgré de tels propos, les suffrages de plus de... 3 800 000 Françaises et Français.

La période de l'Occupation semble être une référence obligée pour les candidats de la mouvance d'extrême-droite à des fonctions électives. Ainsi, après avoir, il y a quelques années, tenté d'assimiler son combat contre l'immigration, qualifiée d'invasion, à celui des Résistants ayant combattu l'invasion de la France et son occupation par les Allemands, une ancienne – et potentiellement future – candidate à la magistrature suprême a récidivé en assimilant les prières de rue islamiques à l'Occupation du territoire que la France a connue entre 1940 et 1944. Si l'on ne saurait admettre la pérennisation dans l'espace public de ces manifestations, il faut raison garder ; et l'on ne saurait non plus estomper cette réalité historique qui les différencie du passé, à savoir que la présence généralisée à travers la France des Allemands dans les rues de notre pays s'y traduisait non par des prières mais par des rafles, des arrestations, conduisant à la prison, à la déportation, à la mort.

« **P**étain a protégé les Juifs français » est une thématique récurrente de l'extrême-droite et du négationnisme, concédant que cela aurait été au détriment des Juifs étrangers abandonnés aux Allemands pour calmer leurs exigences antisémites ; le sort ultérieur dramatique de ces hommes, de ces femmes, vieillards et enfants étrangers ne semblant pas d'ailleurs perturber les défenseurs de Pétain ; lesquels viennent de trouver un renfort chez un polémiste de talent, dont l'assurance décomplexée tente de pallier le manque de rigueur historique de nombre de ses propos ; et qui serait tenté de rentrer dans l'arène électorale

Le régime pétainiste, dit de l'État français, fut mis en place suite au coup d'État institutionnel du 10 juillet 1940. Douze jours plus tard, un décret – dont on appréciera le caractère d'« urgence » – retire la nationalité française aux Juifs immigrés naturalisés avant 1927 ; n'étant plus Français, ils perdent la « protection » (sic) du Maréchal... Et le 3 octobre 1940 – l'« urgence » toujours ! – va être promulgué le « Premier statut des Juifs », annoté de la main de Pétain qui en durcit des dispositions, un statut inspiré des lois racistes de Nuremberg dans la définition de qui est Juif et qui ne l'est pas, mais que le Régime pétainiste a fait très largement siennes sans pression initiale des Allemands. Un statut concernant tant les Français que les étrangers et qui, au regard de cette définition, chasse les personnes qualifiées de « Juif » ou « Juive » de « toute fonction publique », y compris les membres du corps enseignant, mais aussi de responsabilités dans les domaines de la presse, de la culture... Le 2 juin 1941, un « Second statut » des Juifs précise que « les juifs ne peuvent exercer une profession libérale, une profession commerciale, industrielle ou artisanale, ou une profession libre ». De plus, des dispositions sur « l'aryanisation » des entreprises vont permettre de spolier des milliers de personnes de leurs biens et conséquemment d'une part importante de leurs ressources. Le 29 mars 1941, le régime pétainiste mit en place le « Commissariat général aux Questions Juives » comprenant notamment une « Direction de l'aryanisation économique » et une « Police aux questions juives », dont la cible sera indifféremment les Juifs étrangers et français, et qui seront appelées à collaborer avec les Allemands lors de l'accentuation des persécutions antisémites et des déportations en 1942-1943 ; comme l'illustre la part prise par la police du régime pétainiste – ainsi directement mise au service des Allemands – dans l'exécution de la « Rafle du Vel d'Hiv » des 16 et 17 juillet 1942. Et l'on se souviendra de la précision donnée par l'administration pétainiste aux Allemands concernant le périmètre des déportations : « Prenez les enfants » ; qui, dans leur grande majorité, étant nés en France, étaient de par la loi française... des Français.

Certes, les trois quarts des Juifs définis comme tels par les Nazis et les Pétainistes ont échappé à la déportation et à l'extermination, certes les Juifs de nationalité étrangère ont été plus frappés que ceux de nationalité française, mais c'est une falsification historique que de faire crédit à Pétain de cette réalité : les Juifs de nationalité française, de familles composantes du peuple français parfois depuis des siècles, pétris de culture française, parlant parfaitement le français, insérés socialement, économiquement, familialement, amicalement dans la société française à travers tout le territoire, ont eu évidemment plus de possibilités de se fondre dans la population, et ainsi d'échapper aux rafles, que des immigrés plus ou moins récents, parlant souvent mal le français, concentrés en milieu urbain, ne disposant difficilement que de peu de possibilités de refuges. Nombre d'entre eux participeront aussi à la Résistance.

C'est le peuple français – et non Pétain – qui a protégé les persécutés raciaux, qu'ils soient d'origine étrangère ou de souche française ancienne, de multiples manières en leur fournissant faux papiers, refuges, ressources vitales, de même qu'il a permis, en leur apportant son soutien, aux Résistants – parmi lesquels nombres d'immigrés – de mener le combat libérateur pour reconquérir l'indépendance nationale de la France et faire vivre ses valeurs démocratiques, humanistes et antiracistes. Un Combat qu'il importe de continuer à mener aujourd'hui, en rétablissant la réalité historique que certains, pour asseoir leur discours xénophobe contemporain, n'hésitent pas à travestir.

Pierre Martin, Président de l'ANACR

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

Les problèmes de santé persistants ayant affecté la rédaction et la réalisation du *Journal de la Résistance* ont entraîné des retards de publication qui sont en cours de réduction.

Nous sollicitons l'indulgence de nos lecteurs et les prions de nous excuser pour cet inconvénient, en les assurant qu'aucun numéro sera supprimé et que tous leur parviendront.

«VALMY», UN JOURNAL, UN MOUVEMENT...

Nombreuses ont été dans le choix des noms de mouvements, de réseaux, de maquis, de journaux clandestins, de pseudonymes individuels, les références aux pages glorieuses de l'Histoire ainsi qu'à des hommes illustres de notre pays, nationaux ou régionaux.

Ainsi les emprunts à la Révolution française sont importants : maquis «Marat» dans les Hautes-Pyrénées et dans l'Oise, en Région provençale, Compagnie FTPF «Saint-Just» à Paris, Bataillon «Joseph-Bara» aux Halles de la capitale, bataillons ou compagnies FFI «la Marseillaise» dans de nombreux départements.

«La Marseillaise» fut aussi le titre de plusieurs publications du «Front National clandestin» mais aussi des M.U.R. du Sud-est et des M.U.R./M.L.N. du Centre, du Comité de Libération de l'Indre...

Valmy est une date mémorable de la Révolution : ce 20 septembre 1792, l'Armée de la Nation, intégrant sous de nouvelles appellations¹ des régiments de l'Armée royale et 30 bataillons de gardes nationaux volontaires issus de vingt départements², et commandée par les généraux Dumouriez et Kellermann arrêta près de cette commune de la Marne l'armée austro-prussienne du duc de Brunswick, intégrant des royalistes français, en marche sur Paris pour apporter son soutien à Louis XVI. Le 22 septembre la République est proclamée...

«Valmy» va être le nom d'un journal clandestin dont le premier numéro parut en janvier 1941. Le 3 février 1942, Paul Simon, membre du groupe de Résistants à l'origine de cette publication, interrogé³ à Londres à la BBC par Jean Oberlé⁴, explicita le choix du titre : «C'est parce que la bataille de Valmy est la première de la Révolution où les Français aient repoussé les Prussiens. C'est pour cela aussi que notre petit journal portait à côté du titre la devise : "un seul ennemi, l'envahisseur"».

Paul Simon, c'est le pseudonyme de Paulin Bertrand, un agent d'assurances parisien devenu dès 1940 membre d'un petit groupe de Résistants – avec Jules Ballaz, André Vellay – que Raymond Burgard, professeur d'histoire au Lycée Buffon, avait pris l'initiative de rassembler le 20 septembre – jour anniversaire de la bataille de Valmy – au domicile parisien d'Alcide Morel au 12 de la rue Gramme, dans le 15^e arrondissement. Tous cinq avaient été avant-guerre militants ou liés à la *Jeune République*, un mouvement catholique de gauche⁵.

Raymond Burgard, né en 1892 d'origine alsacienne, militant des Eclaireurs de France, dont il fut commissaire régional en Tunisie puis aux Antilles, engagé dans la «Jeune République», avait été nommé en septembre 1937 professeur au Lycée Buffon. Alors que les Accords de Munich divisaient la «Jeune République», il avait été en septembre 1938 antimunichois.

André Vellay, né en 1894, est instituteur, ancien blessé de guerre et prisonnier de la Première Guerre mondiale, Jules Ballaz est artisan encadreur, Alcide Morel est employé de Banque, et Paulin Bertrand (*Paul Simon*) est un agent d'assurances parisien.

Ils vont à cette réunion du 20 septembre décider la mise en place – qui sera effective le 21 – d'un petit groupe de Résistance qu'ils vont appeler «Valmy», et dont ils formeront le premier «Pentagone» de direction. Les premières activités du groupe consistent en la confection de papillons imprimés sur des rouleaux de papier à gomme d'emballage et collés sur les murs, dans le métro, les trains de banlieue : «un seul ennemi, l'envahisseur», «l'aspirateur hitlérien vide le pays en moins de rien». Plus de 100 000 de ces papillons seront diffusés en Région parisienne, et au-delà.

Le groupe va être rejoint en la fin 1940 et début 1941 par plusieurs autres Résistants tels Roger Lardenois, chef de service à la pharmacie Canonne boulevard Sébastopol à Paris, qui sera un centre de Résistance, Henri Féréol, journaliste parlementaire, Marcel Renet, un médecin, André Bossin, Paul Balter, Jacques Caubourg, Michel Morel.

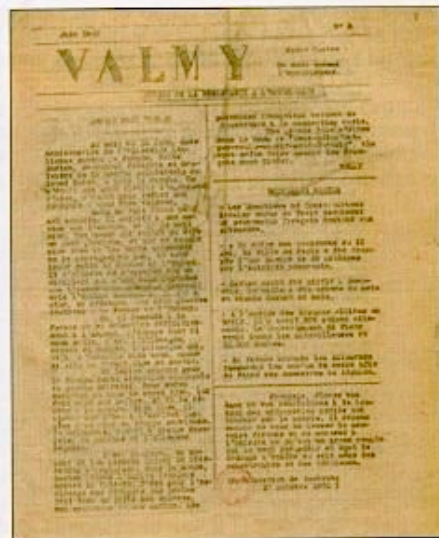
LE JOURNAL «VALMY»

En janvier 1941, André Valley propose que le groupe publie un journal mensuel, qui aura tout naturellement pour titre «Valmy».

La responsabilité du journal est confiée à Paulin Bertrand chez qui fut réalisé le 1^{er} numéro avec le concours d'André Vellay et de ses enfants et qui, dans l'interview à Jean Oberlé, a évoqué les conditions de réalisation puis de diffusion des premiers numéros de «Valmy» : «Le premier numéro parut en janvier 41. Nous l'avons imprimé avec une imprimerie d'enfant. Cela nous prit un mois pour imprimer 50 exemplaires. Chaque exemplaire se composait d'une simple feuille de papier, imprimée recto et verso.

«Le 2^e numéro, celui de février, fut également imprimé avec l'imprimerie d'enfant. Nous en tirâmes le double, c'est-à-dire 100 exemplaires.

«Le 3^e fut dactylographié et tiré à 150 exemplaires, le 4^e, dactylographié égale-



ment, et tiré à 300 exemplaires. Le 5^e numéro fut polycopié. C'était un progrès. Nous pûmes en tirer 500 exemplaires.

«Le numéro de juin fut tiré à 2 000 exemplaires sur papier blanc boucherie. Le 7^e numéro fut vraiment imprimé, et, comme il parut le 14 juillet, il portait une bande tricolore. Le numéro d'août parut sur 4 pages comme celui de juillet, et fut tiré à 3 000 exemplaires.

«Le numéro de septembre ne parut pas. Nous nous méfiions. On était inquiets. Les numéros d'octobre, de novembre et de décembre, nous dûmes les détruire, nous sentions le filet se resserrer sur nous.

«Nous le distribuions à nos amis. Ceux-ci le recopiaient à des milliers d'exemplaires par ronéo, par dactylo et ainsi la vérité circulait de main en main...»

La publication et distribution de «Valmy» ne fut pas la seule activité du Groupe. Ainsi, le 11 mai 1941, le groupe Valmy décida de l'organisation d'un rassemblement Place des Pyramides, sous la statue de Jeanne d'Arc, afin de manifester contre l'Occupation et de montrer les progrès de la Résistance ne se limitant plus à coller des papillons, distribuer des tracts et des journaux. Lors de la manifestation, qui regroupa plusieurs centaines de participants, Raymond Burgard fut le 1^{er} à entonner *La Marseillaise*, reprise par les manifestants, qui tentèrent de se former en cortège malgré le service d'ordre allemand qui les dispersa place de la Concorde.

Face à la croissance du groupe, Paulin Bertrand, avec l'aide de Roger Mirande, un agent technique de l'Usine Peugeot de Paris et prisonnier évadé, et de Vedet va organiser en parallèle les «Jeunes Gardes Valmystes», groupe d'agents de renseignement s'entraînant aussi au combat en vue de la Libération, malgré le peu d'armes qui sont stockées secrètement par André Vellay.

L'année 1941 marque aussi pour le mouvement le début du renseignement militaire. Après être entré en contact avec

¹ Ainsi le «Royal-Navarre cavalerie» devient le 21^e régiment de cavalerie, les «Dragons de Monsieur» deviennent le 13^e régiment de Dragons...

² Aisne, Allier, Charente, Eure-et-Loir, Maine-et-Loire, Mayenne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Paris, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Haute-Vienne, Vendée, Vienne, Vosges, Yonne.

³ Interview retranscrite dans «Les Voix de la Liberté», Documentation Française, 1975.

⁴ Jean Oberlé : né en 1900, illustrateur et peintre. En 1940, il se trouve au siège de la BBC quand le général de Gaulle y lance sur les ondes l'«Appel du 18 juin». Il sera l'un des animateurs de l'équipe de la «France libre» à Radio-Londres. Il est le créateur du slogan : «Radio Paris ment, Radio Paris est allemand».

⁵ «La Jeune République» : issu du «Sillon», mouvement du catholicisme social animé par Marc Sangnier. Le parti, ayant soutenu le Front populaire, fera en 1936 élire 4 députés, qui voteront tous quatre contre les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940.



Raymond Burgard



André Vellay



Jacques Destrée



Roger Mirande



Henri Ferreol



Maurice Lacroix

DIRIGEANTS ET ANIMATEURS DU MOUVEMENT "VALMY"

les agents du BCRA Yves et Joel Le Tac, le groupe «Valmy» s'y engage. Roger Mirande, qui dispose d'un poste émetteur, a Joel Le Tac pour intermédiaire avec la «France libre».

Fin 1941, Roger Mirande met aussi sur pied une structure destinée à faire évader et mettre en sécurité des prisonniers de guerre évadés, des Juifs, des Alsaciens-Lorrains. De même «Valmy» met en place un service de faux papiers.

En décembre 1941, alors que les menaces se précisent, il est décidé que Paulin Bertrand se rendra à Londres, Roger Mirande étant chargé de lui succéder à la rédaction en chef de «Valmy». C'est par l'intermédiaire de Joel Le Tac, qui a une expérience de liaison maritime clandestine avec la côte anglaise à partir de celle finistérienne de Saint-Pabu, où ses parents ont une villa, que, après qu'a été reçu le message diffusé à la BBC «Aide-toi, le ciel t'aidera», l'opération d'exfiltration («GUE 4») va avoir lieu dans la nuit du 4 janvier 1942.

Après un trajet en canoë effectué deux par deux de la plage de Corn ar Gazel à l'île Guennoc, distante de 4 km et lieu de regroupement, embarquent sur un *Motor Gun Boat* (MGB) Yves et Joël Le Tac, Jean Forman, Henri Labit, Joseph Scheimann, Jean Chanal et Paulin Bertrand, du «Groupe Valmy».

Sous le pseudonyme de Paul Simon, Paulin Bertrand, publiera en 1942 en an-

glais à Londres et en 1943 en français à Tananarive, un livre – «*Un seul ennemi, l'envahisseur*» – consacré au mouvement «Valmy», qu'il fera aussi connaître par des conférences à travers l'Angleterre ; livre préfacé par le Général de Gaulle, qui le décorera. Il décédera de maladie le 18 juin 1945 à Londres.

Le groupe «Valmy», sous l'impulsion de Vellay⁶ créa un service de renseignement militaire nommé «BR», qui recruta des agents placés à des postes stratégiques permettant le relevé d'informations quasiment heure par heure, tels Docquois, employé des services centraux des Chemins de fer, ayant accès à toutes les archives des grandes gares, Houget qui travaille dans le pétrole et répertorie une grande partie des rampes de lancement des armes secrètes allemandes, ou ce fonctionnaire qui alerte des déplacements de sous-marins... Ces renseignements sont transmis à Londres via le Capitaine Tournelle du 2^e Bureau (Réseau Centurie) ou Mirande.

Le mouvement se diversifia aussi en créant des lieux de stockage d'armes, ainsi que des unités paramilitaires, qui se distingueront notamment lors de la Libération.

L'arrestation début avril 1942 de Raymond Burgard⁷ et Roger Mirande, suivi d'autres, va entraver l'activité de «Valmy», qui publiera en janvier 1943 un ultime numéro, dactylographié.

de la création d'un autre journal clandestin et d'un mouvement éponyme : «Résistance», qui vont prendre de l'importance.

LE «VALMY» DU LIMOUSIN

Organe régional du Comité limousin du Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France



LE «VALMY» DE LA MARNE

Organe Départemental du Front National Marnais



COMPAGNIE, DETACHEMENT, GROUPE «VALMY»...

Plusieurs formations de la Résistance – groupes, maquis... – ont pris pour nom «Valmy».

Citons notamment le «Groupe Valmy» constitué dès l'été 1940 à la Préfecture de Police, par Ernest-Henri David, le général Coutisson (qui sera fusillé par les Allemands) et Poncy, qui sera déporté.

La «Compagnie Valmy» des FTPF de Haute-Saône, mis en place en juillet 1943 par le «commandant Camille» (Pierre Georges, futur colonel Fabien).

Et le «Groupe Valmy» du sous-secteur C diu Bergeracois, basé à la ferme de la Régasse.

Ainsi que le «Détachement Valmy», formé en septembre 1941 par le PCF pour la lutte armée contre l'occupant et l'élimination des traitres.

«RÉSISTANCE»

Plusieurs des membres de Valmy, dont Marcel Renet, alias Jacques Destrée, qui en sera le chef incontesté, et Roger Lardinois, seront en octobre 1942 à l'origine

⁶ À partir de 1944, André Vellay organise aussi plusieurs filières d'évasion des aviateurs tombés, ainsi qu'un groupement médical en vue de la Libération, le Groupe Thil. Mais, Arrêté le 9 mars 1944 à son domicile parisien. Déporté à Neungamme et Sachsenhausen, il sera libéré le 26 avril 1945 par l'Armée rouge, et est rapatrié le 3 juin suivant.

⁷ Raymond Burgard est arrêté le 2 avril 1942, à son domicile rue Pérignon (Paris 7^e) par la Geheime Feld Polizei (G.F.P., Police secrète militaire) de la Wehrmacht, dont le rôle et les méthodes à l'encontre des Résistants le firent souvent confondre par celles et ceux qui en furent victimes avec la Geheime Staatpolizei. (Gestapo), la «Police secrète d'Etat», police politique du 3^e Reich. Incarcéré à Fresnes jusqu'au 31 août, Raymond Burgard est transféré NN à la forteresse de Sarrebruck. Condamné à mort le 16 octobre 1943 par le 2^e sénat du Volksgerichtshof, il sera guillotiné à la prison de Cologne le 15 juin 1944.

CHARENCOUX I, comte surdit aux agents de Valmy, accusés les autres de complotisme d'Alger, aux organisations de Résistance, des I.L.M. de la Marne, qui ont le générale relâché dans le département.

Commissaire prisonnier sous l'Occupation, Roger Mirande est arrêté à son domicile, 46 rue du Collisée à Paris le 1^{er} avril 1942, interné à Fresnes puis au Fort de Romainville avant d'être déporté le 13 septembre 1943. Il meurt le 27 juin 1944 à Ebensee, camp annexe de Mauthausen, en Autriche.

L'«OPERATION BARBAROSSA»

22 JUIN 1941 : LA WEHRMACHT ATTAQUE L'U.R.S.S....

Vingt-deux mois plus tôt, la signature le 23 août 1939 à Moscou entre l'Allemagne et l'Union Soviétique d'un «**Traité de non-agression**», plus connu sous le nom de «**Pacte germano-soviétique**» voire de «**Pacte Ribbentrop-Molotov**», du nom des deux ministres des Affaires étrangères signataires, était censé préserver pendant dix ans les deux Etats d'un conflit entre eux...

LE PACTE DE 1939...

L'annonce de la signature du «Pacte» stupéfia les opinions publiques et un certain nombre de gouvernements mais, au-delà de postures officielles utilisatrices¹, non les chancelleries des pays les plus impliqués sur les plans politique et stratégique dans les relations européennes... C'est que la signature du Pacte ne peut être séparée de l'évolution des relations internationales depuis l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et des réactions des différents gouvernements européens – Grande-Bretagne, France, Italie, Pologne... – à l'égard de ses initiatives, qui s'étaient révélés rapidement agressives.

En mars 1935, Hitler répudia officiellement les clauses militaires du Traité de Versailles limitant les effectifs de la Wehrmacht et le service militaire est rétabli en Allemagne, sans réaction autre que verbale des puissances garantes du Traité. Et commença une politique de réarmement.

Le 7 mars 1936, toujours en violation du Traité de Versailles, Hitler décida la remilitarisation de la rive gauche du Rhin... La réaction la plus «violente» (sic) sera la déclaration à la radio d'Albert Sarraut, président du Conseil français : «*Nous ne sommes pas disposés à laisser placer Strasbourg sous le feu des canons allemands.*»

Les interventions militaires de l'Italie fasciste et du Reich nazi au côté de Franco en insurrection à partir de l'été 1936 contre la République espagnole n'eurent comme réponse que la politique de «non-intervention» prônée par la Grande-Bretagne, le Gouvernement français s'y ralliant...

En mars 1938, Hitler entame l'expansion territoriale du III^e Reich en annexant sans coup férir... et sans réaction – l'Autriche, c'est l'*Anschluss*. Ce qui ne pouvait que conforter Hitler dans de nouvelles revendications quelques semaines plus tard concernant les territoires germanophones de Tchécoslovaquie, les Sudètes, assorties de menaces d'opérations militaires le 1^{er} octobre.

L'URSS, après avoir suggéré des négociations militaires entre Moscou, Paris et Prague, indiqua que l'URSS était prête à apporter une aide militaire à la Tchécoslovaquie si la France faisait de même, et massa entre le 21 et 23 septembre des effectifs importants de troupes en Ukraine et Biélorussie.

La France ne répondit pas à la proposition et son président du Conseil Daladier accepta de participer les 29 et 30 septembre à Munich, avec le Britannique

Chamberlain, Mussolini et Hitler, à une Conférence, dont sont exclues la Tchécoslovaquie et l'URSS. Les Sudètes y sont abandonnés à Hitler.

Six mois plus tard, la Wehrmacht entra le 15 mars 1939 dans Prague et la Tchécoslovaquie était démantelée. Trois jours après, le 18 mars, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Litvinov, fit transmettre à l'ambassadeur britannique à Moscou une proposition de conférence URSS-France-Grande-Bretagne-Pologne-Roumanie-Turquie, avec le souhait d'un traité multilatéral militaire et politique, élargi aux Pays Baltes.

Cette proposition fut sans suite, principalement du fait de l'opposition de Chamberlain à une alliance avec les Soviétiques et de celle de la Pologne hostile à tout passage de troupes soviétiques sur son territoire, même pour combattre Hitler.

Le 24 juillet, la France et la Grande-Bretagne acceptent d'envoyer des délégations militaires à Moscou pour des discussions qui ne commenceront que le 12 août, les Britanniques ayant mis 10 jours à constituer leur délégation, qui se rendra en URSS... par bateau. Quant au chef de la Délégation française, le général Doumenc, il n'a pas de directives précises. Le 14 août, la délégation soviétique posera la question : la Pologne acceptera-t-elle l'entrée des troupes soviétiques sur son territoire pour entrer en contact avec l'ennemi ? La réponse sera négative...

Les atermoiements anglo-français, les informations sur les contacts secrets britanniques avec les Allemands dans une perspective de poursuite de la politique d'«apaisement» envers Hitler, c'est-à-dire de concessions au dictateur, qui a en mars annexé le territoire lithuanien de Memel et revendiqué Dantzig et le Corridor polonais, vont conduire les Soviétiques à faire un autre choix pour assurer leur sécurité : Ce sera le «**Traité de non-agression**».

Un traité dont les signataires sont – au-delà des déclarations officielles – convaincus qu'il ne fera que retarder l'affrontement inévitable entre eux, tant leur opposition idéologique est irréductible et surtout leurs intérêts stratégiques sont opposés : Hitler veut s'emparer de l'espace russe, des plaines à blé d'Ukraine, du charbon du Donets, du pétrole du Caucase...

Ainsi, dès le succès de ses troupes à l'Ouest contre la France, il demandera l'élaboration des plans d'attaque de l'Union Soviétique...

L'OFFENSIVE

L'offensive commence – sans déclaration de guerre – ce 22 juin 1941, à 3h30, par l'attaque par la Luftwaffe de 66 aérodromes soviétiques : à midi, l'armée de l'air soviétique a perdu 1 200 appareils dont 800 cloués au sol...

À 4 h 15, l'artillerie allemande entame le pilonnage des positions soviétiques sur la frontière qu'à 4 h 45 les unités terrestres



franchissent : 159 divisions – sur les 220 que compte alors la Wehrmacht – fortes de près de 3,5 millions d'hommes partent à l'assaut de l'Armée rouge, bientôt épaulées par des divisions hongroises et roumaines ainsi que, du nord de Leningrad à la Mer Blanche, finlandaises (totalisant 500 000 hommes)². Avec 4 300 chars, 4 389 avions, 600 000 véhicules...

L'offensive allemande va se développer sur 3 axes : au nord à travers les Républiques baltes de l'URSS vers Leningrad, au centre, axe principal, à travers la Biélorussie vers Moscou, au sud vers Kiev, le Donbass et au-delà le Caucase. Les plans de l'état-major allemand et d'Hitler prévoyaient après le blitzkrieg initial un effondrement politique et militaire de l'Armée rouge et du pouvoir soviétique, avant l'hiver... russe.

Disposant sur sa frontière occidentale d'un million d'hommes, l'Armée rouge, en pleine réorganisation, affectée par les conséquences des purges de 1937-1938 ayant décimé ses cadres supérieurs, attaquée par surprise³, sera surclassée malgré des résistances héroïques : la forteresse de Brest-Litovsk sur la frontière résistera du 22 au 29 juin, Odessa (Ukraine) sera assiégée à partir du 14 août avant de tomber le 16 octobre.

Minsk est prise le 28 juin, Tallinn le 31 août, Leningrad est encerclée le 18 septembre mais résiste, Kiev est prise le 26 septembre, Kharkov le sera le 24 octobre, le 20 octobre, la Wehrmacht a lancé l'opération *Typhon*, l'offensive «finale» sur Moscou... qu'elle n'atteindra jamais : le 5 décembre, l'Armée rouge a lancé une contre-offensive repoussant de plusieurs centaines de km la Wehrmacht.

L'Armée rouge a eu en ce second semestre 1941 des pertes considérables : plus d'un million de tués, plus de 3 millions de prisonniers, les Pays Baltes, la Biélorussie, l'Ukraine et l'Ouest de la Russie ont été envahis, occupés, dévastés...

Mais Hitler a échoué à atteindre ses objectifs : Leningrad et Moscou ont résisté, quant au Caucase... L'Armée rouge n'a pas été vaincue, et le pouvoir soviétique a tenu.

¹ Plusieurs Etats vont s'appuyer sur l'existence du «Pacte» pour développer – ou justifier a posteriori – une propagande hostile à l'Union Soviétique. Par ailleurs, leur approbation du «Pacte» sera aussi utilisée dans plusieurs pays pour justifier la prise de mesures répressives à l'encontre de Partis communistes ; ainsi en France, le Parti communiste sera interdit pour cette raison en septembre 1939.

² Le Traité comprendra des clauses secrètes – connues après-guerre – qui définiront en Europe de l'Est des zones d'influence allemande et soviétique (Pays Baltes, Bessarabie, Bukovine...) et, évoquant la disparition éventuelle de l'Etat polonais, y délimitera une frontière – plaçant ses populations ukrainienne et biélorusse en territoire soviétique.

³ S'y joindront ultérieurement des divisions slovaques et croates, italiennes (jusqu'à 200 000 hommes) ainsi que la division Azul («volontaires» espagnols).

⁴ Staline, ne prévoyant une agression allemande qu'en 1942, négligea les rapports des services secrets soviétiques – tel celui émanant de Richard Sorge – l'informant de la date exacte de l'attaque ; et même les alertes de communistes allemands mobilisés désertant la veille la Wehrmacht pour annoncer – avec l'heure précise – son imminence.

L'ÉQUILIBRE STRATÉGIQUE MODIFIÉ

L'attaque de l'URSS le 22 juin 1941 par l'Allemagne nazie, épaulée dès les premiers jours par les forces armées de ses alliés hongrois, roumains et slovaques, suivie le 25 juin par l'ouverture des hostilités entre la Finlande et l'URSS du Golfe de Botnie à la Mer Blanche, modifie l'équilibre stratégique et politique existant depuis les victoires au printemps et à l'été 1940 de la Wehrmacht à l'ouest et au nord de l'Europe puis dans les Balkans au printemps 1941.

Sur le plan stratégique, le Reich est désormais confronté au combat sur deux fronts, le front oriental mobilisant l'essentiel des forces et moyens de la Wehrmacht ; ce qui conséquemment éloigne la menace d'invasion des Îles britanniques par le transfert sur le front Est de divisions stationnées en France, en Belgique et aux Pays-Bas...

Sur le plan politique, les relations soviéto-britanniques, dégradées jusqu'à l'hostilité avérée depuis les accords de Munich d'octobre 1938, la politique britannique de non-intervention en Espagne, le Pacte germano-soviétique d'août 1939, le soutien britannique à la Finlande dans son conflit avec l'URSS en octobre 1940, vont désormais changer de nature...

Dès le 22 juin 1941, le premier ministre britannique, Churchill, dans un «Discours à la Nation» britannique, déclare : «Personne n'a été un opposant plus constant au communisme depuis vingt-cinq ans... Mais tout cela s'évanouit devant le spectacle qui se déroule actuellement. (...) Le danger que court la Russie est notre danger et le danger des États-Unis, tout comme la cause des combats russes pour leur foyer et leur maison est la cause des hommes libres et des peuples libres partout dans le monde».

Et, le 12 juillet 1941, le Royaume-Uni et l'URSS concluent une alliance militaire, s'engageant aussi à cesser toute propagande directe ou indirecte hostile à l'une ou l'autre des parties.

À l'encontre des prévisions pessimistes prédisant l'effondrement soviétique dans les six mois, Churchill fut d'un autre avis : «Je parie que les Russes se battent encore et se batront victorieusement d'ici deux ans». 10 mois plus tard, le 26 mai 1942, l'URSS et le Royaume-Uni signeront une Alliance d'une durée de vingt ans, s'engageant à combattre le Reich et ses alliés jusqu'à la victoire finale, à ne pas signer de paix séparée, à ne pas rejoindre une coalition dirigée contre l'un ou l'autre.

Le tournant du 22 juin 1941 permettra aussi de lever progressivement, au sein de la Résistance intérieure dans les pays européens occupés par les nazis et leurs alliés fascistes, les préventions réciproques existant entre les communistes et les autres courants, favorisant leur rapprochement dans le combat commun.

Le 26 septembre, le gouvernement soviétique se déclare «disposé à prêter aide et assistance aux Français libres pour la lutte commune...».

L'ALLIÉ OUBLIÉ

Alors que le 22 juin 1941 Churchill s'adresse à la Nation britannique, le parlement (*Grand Khoural*)¹ d'un Etat souverain, à 6 000 km de là, adopte ce même 22 juin une résolution : «Le peuple Touvain, dirigé par l'ensemble du Parti révolutionnaire et le Gouvernement, sont prêts à participer à la lutte de l'Union Soviétique contre l'agresseur fasciste avant la victoire finale sur eux».

Et, le 25 juin 1941, cet Etat, le Tannou-Touva, déclare la Guerre à l'Allemagne nazie²...

LE TANNOU-TOUVA

Situé au cœur de l'Asie centrale, dans la zone montagneuse de l'Altaï et des monts Saïan atteignant 3 000 m, le Tannou-Touva – aujourd'hui République de Touva en Fédération de Russie – s'étend sur 168 000 km² (deux fois l'Autriche).

La population touvaine, issue d'ethnies mongoles, concentrée dans les vallées du Petit lenisseï et du Grand lenisseï, qui s'unissent là pour former le grand fleuve sibérien, ainsi que dans celles de leurs affluents, fait cependant partie des peuples «turcophones»³. Toutefois, proche de la Mongolie, elle en empruntera certains traits culturels ; et elle ne fut pas islamisée mais sera en majorité bouddhiste.

Intégrée sous le nom d'*Uriankhai* à divers khanats turcs, la région est annexée en 1207 à l'Empire mongol puis passera au XVIII^e siècle sous la domination sino-mandchoue de la dynastie Qing, comme dépendance de la Mongolie.

La chute de cette dynastie Qing en 1911 ouvre dans l'espace chinois une période de troubles qu'accentueront les contre-coups de l'effondrement de l'Empire tsariste : déclaration d'indépendance de la Mongolie extérieure en décembre 1911, protectorat russe sur l'*Uriankhai* proclamé le 17 avril 1914, affrontements après 1917 dans le sud sibérien, la Mongolie et le Tannou-Touva entre Russes blancs et Bolcheviks, lesquels prennent le contrôle du Tannou-Touva en janvier 1920.

La «République populaire de Tannou-Touva est l'Etat libre d'un peuple libre» proclame le 14 août 1921 une Assemblée (*Khoural*) d'arats (bergers) et d'ouvriers (concentrés dans la capitale Khem-Beldyr, renommée en 1926 Kyzyl, «la Rouge»).

L'indépendance du Tannou-Touva, appuyée par l'URSS, sera réaffirmée le 28 octobre 1924, et reconnue le 16 novembre 1925 par la Mongolie.

Les 28 février et 1^{er} mars 1923 s'était tenu le 1^{er} congrès du «Parti populaire révolutionnaire de Tannou Touva» (TNRP)⁴, qui dirigera le pays durant les deux décennies de son existence.

La première de ces deux décennies va être marquée par des luttes intestines au sein du pouvoir autour des relations avec la Mongolie, la sédentarisation des éleveurs (82% des Touvains sont nomades), la lutte contre le bouddhisme et le chamanisme⁵.



Le tournant aura lieu en 1929 quand, de retour de Moscou, 5 étudiants touvains, conduits par Solcak K. Toka, prennent le pouvoir, «épurent» le TNRP, qui sera admis en 1935 au sein de l'Internationale communiste.

AUX CÔTÉS DE L'ARMÉE ROUGE

Le premier acte de solidarité du gouvernement touvain avec l'URSS en 1941 va être de lui transmettre la réserve d'or de la Banque nationale touvaine.

La proposition faite par le gouvernement de Kyzyl d'envoi de volontaires touvains va – comme celle du gouvernement mongol voisin – être déclinée ; du moins jusque fin 1942. Et ce au profit de l'aide matérielle.

Ainsi, le Tannou-Touva va fournir à l'URSS pendant ces années de guerre 50 000 chevaux, 700 000 têtes de bétail, 52 000 paires de skis, 15 000 paires de bottes, 10 000 paires de gants et 10 000 vestes fourrées, 70 000 tonnes de laine de mouton, des centaines de tonnes de viandes diverses, céréales, du miel, etc.

Par ailleurs, deux brigades blindées et 3 escadrilles d'avions soviétiques furent financées par des dons de la population touvaine.

Et, en mai 1943, des volontaires touvains seront autorisés à rejoindre l'Armée rouge, au sein du 25^e régiment de chars du 2^e front ukrainien qui participera à des combats en Ukraine, en Moldavie, en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

En septembre 1943, 206 volontaires sont enrôlés dans la 8^e division de l'Armée rouge, qui mena des raids sur les arrières allemands en Ukraine ; parmi eux, le tankiste Kommushku Churgui-Ool, fait «Héros de l'Union Soviétique» le 13 mars 1944.

Au total, 8 000 Touvains auront servi dans l'Armée rouge.

Présidé par Hertek Anchimaa-Toka⁶, première femme au monde à avoir été élue chef d'Etat, le *Petit Khoural* de Tannou-Touva demandait le

11 octobre 1944 son intégration à l'URSS. Elle sera effective le 17 octobre suivant.



Kommushku Churgui-Ool

¹ Le Tannou-Touva est recensé parmi les Etats ayant rejoint la coalition antifasciste alliée au long du conflit.
² Comme les Ouïghours, Kazakhs, Ouzbeks, Turkmènes, Kirghiz, Azéris et... Turcs de Turquie.
³ En touvain : Toevianskaj naradno-revolvoetsionnaja partija (TNRP)

⁴ Chaman : personne considérée comme intermédiaire avec les esprits. En 1929, il y avait 4000 lamas bouddhistes et chamans, en 1931, il n'y aura plus que 15 lamas et 725 chamans.

⁵ Veuve de Solcak K. Toka, elle est décédée en 2008.

L'«OPERATION BARBAROSSA»

LES ALLIÉS DE L'ALLEMAGNE NAZIE DANS L'AGRESSION CONTRE L'URSS

Trois ans après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'Allemagne nazie signait le 25 novembre 1936 avec l'Empire du Japon, le «Pacte anti-Komintern», officiellement destiné à contrer l'«Internationale communiste» ; selon une clause secrète, les deux pays devaient se prêter militairement en cas d'attaque de l'un d'eux par l'URSS.

Sur l'insistance d'Hitler, Mussolini signera le 6 novembre 1937 le Pacte, auquel la Hongrie adhèrera à son tour le 25 février 1939, suivie par l'Espagne franquiste le 27 mars 1939. La Finlande le signera le 25 novembre 1941.

Le «Pacte Tripartite», signé à Berlin le 27 septembre 1940 par les représentants du 3^e Reich (Adolf Hitler), de l'Ita-

lie fasciste (Galeazzo Ciano) et de l'Empire du Japon (Saburō Kurusu, ambassadeur nippon à Berlin), au caractère explicitement militaire, établit l'axe Rome-Berlin-Tokyo de la Seconde Guerre mondiale.

Dans les mois qui suivirent, il fut aussi signé le 20 novembre 1940 par la Hongrie (Pál Teleki), par la Roumanie (Ion Antonescu) le 23 novembre 1940, par la Slovaquie (Vojtech Tuka) le 24 novembre 1940, par la Bulgarie (Bogdan Filov) le 1^{er} mars 1941 et, le 15 juin 1941, par l'État «indépendant» de Croatie (Ante Pavelić), né du démembrement de la Yougoslavie, suite à l'agression dont – conjointement à la Grèce – ce pays fut victime en avril 1941 de la part

du Reich, de l'Italie et de la Hongrie.

Ainsi, au printemps 1941, tous les États – à l'exception de la Finlande, – qui participeront à l'Opération Barbarossa sont liés au Reich par le pacte militaire «Tripartite».

La Wehrmacht – qui dispose d'une quasi-totale liberté de mouvements sur le sol de ses alliés – va, depuis le début 1941 et, surtout après la fin des opérations militaires contre la Yougoslavie et la Grèce, concentrer tout au long de la frontière soviétique, du territoire polonais qu'elle occupe aux rives roumaines de la Mer noire, des divisions d'infanterie et de blindés, des avions, des stocks de munitions, des approvisionnements...

LA HONGRIE DU REGENT HORTHY

Le 27 juin 1941, cinq jours après le début de l'invasion de l'Union Soviétique, la Hongrie déclare la guerre à l'Union Soviétique, au prétexte qu'un avion, resté à ce jour non-identifié, qualifié de «soviétique» par les Hongrois aurait bombardé les faubourgs de Kosice, ville slovaque annexée par la Hongrie depuis novembre 1938.

La Hongrie, née du démembrement de l'Empire Austro-hongrois qui laissa hors des frontières du nouvel Etat 7 millions de Hongrois¹ est, depuis le début des années 1920, dirigée de façon autoritaire par l'Amiral Miklós Horthy, régent d'un Royaume sans Roi.

Ce régime qui, dès son origine a inclus dans sa législation des mesures répressives et antisémites, les accentue quand il entame un rapprochement avec l'Allemagne nazie, dont il va solliciter le soutien à ses revendications irrédentistes à l'encontre de ses voisins.

Ce qui, après les «Accords de Munich» du 30 septembre 1938 par lesquels les dirigeants français et britanniques abandonnèrent à Hitler les Sudètes tchécoslovaques, va se concrétiser un mois plus tard par l'appui apporté par le dictateur nazi à la Hongrie lors de «l'Arbitrage de Vienne» du 2 novembre 1938, qui oblige la Slovaquie à lui céder le long de sa frontière sud, dans la plaine danubienne, une bande de territoire de 10 390 de km² peuplée de Hongrois.

Lors du démembrement les 14 et 15 mars 1939 de la Tchécoslovaquie, la Hongrie va s'associer au Reich, qui occupe la Bohême-Moravie tandis que la Slovaquie proclame son «indépendance», en occupant l'est du pays, la Ruthénie ou Ukraine subcarpathique.

Une semaine plus tard, l'armée hongroise attaque le 23 mars la Slovaquie, revendiquant une portion de territoire slovaque frontalière de la Ruthénie. Après des combats limités, un traité de paix sera conclu le 4 avril à Budapest, la Slovaquie devant céder à la Hongrie un territoire de

1 697 km² peuplé de 69 930 habitants.

Le 30 août 1940, sous l'égide du Reich et de l'Italie fasciste, le «Second arbitrage de Vienne» va imposer à la Roumanie la cession de la Transylvanie alors roumaine à la Hongrie².

Ainsi, avec l'appui du III^e Reich, le rêve horthyste de reconstitution d'une «Grande Hongrie» se concrétise... et va connaître un nouveau développement au printemps 1941.

Le 6 avril 1941, sans déclaration de Guerre, le III^e Reich attaque la Yougoslavie, en bombardant Belgrade pour la punir d'avoir renversé un gouvernement pro-allemand, mais aussi pour venir en aide à l'Italie fasciste, en difficulté dans sa guerre avec la Grèce.

Pour ce faire il a besoin de disposer de l'espace yougoslave, et faire des territoires de ses alliés hongrois, roumain et bulgare, où sont stationnées des unités de la Wehrmacht, des bases de départ terrestre pour son attaque. La Hongrie en sera une.

Elle va aussi se joindre à l'agression : mobilisée dès le 5 avril, la 3^e armée hongroise (12 brigades d'infanterie, 2 de cavalerie, une aérienne) franchit, une semaine après le début des hostilités, la frontière au nord de Belgrade et s'affronte avec la 1^{re} armée yougoslave.

La Yougoslavie vaincue, la Hongrie participe à son dépeçage : elle annexe la région de la Backa – actuellement en Serbie (Voïvodine) – peuplée d'une forte minorité hongroise.

SUR LE FRONT EST

A l'exception d'affrontements mineurs avec les Slovaques au printemps 1939, l'armée hongroise n'avait connu jusqu'en 1940 que la Paix, ses effectifs sont modestes : 80 000 hommes.

¹ Le territoire roumain cédé à la Hongrie est de 43 492 km², peuplé de 2 600 000 habitants. La Roumanie est «punie» d'avoir en septembre 1939 évacué, par son port de Constantza vers Alexandrie en Egypte, le Gouvernement polonais, le trésor de la Banque nationale, des divisions polonaises qui s'y étaient réfugiés lors de l'agression allemande contre la Pologne. Dès lors Hitler cherchera à l'affaiblir pour la rendre plus docile.

² En Tchécoslovaquie, Autriche, Yougoslavie et Roumanie.

LA ROUMANIE DU «CONDUCTATOR» ANTONESCU

Longtemps sous domination ottomane, la Roumanie n'accéda à l'indépendance qu'en 1881, elle sera impliquée au début du 20^e siècle dans des guerres balkaniques de délimitation de frontières.

Pendant la Première Guerre mondiale, la Bulgarie s'est alliée à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie et à l'Empire ottoman, la Roumanie s'est rangée aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Empire russe, de l'Italie et de la Serbie.

Elle s'est donc retrouvée en 1918 dans le camp des vainqueurs... et va obtenir des territoires qui vont doubler sa superficie et sa population : la Transylvanie détachée de la Hongrie et où vivent des minorités hongroise et allemande, la Dobroudja, détachée de la Bulgarie, la Bukovine et la Bessarabie, détachées de la Russie (Ukraine, URSS) ; les minorités hongroise (1 300 000), allemande (725 000), juive (780 000), ukrainienne (450 000), bulgare (360 000), russe (300 000), turque et Rom représentent 28 % de la population roumaine.

Au lendemain de la Guerre, le pays qui n'est pas sans atout – il produit du pétrole dans ses puits de Ploesti, connaît une vie relativement démocratique qui va être remise en cause par la paupérisation conséquence de la crise économique mondiale et l'émergence d'un mouvement fasciste, xénophobe, antisémite, la «Garde de fer» : il fera élire 66 députés en 1937.

En mars 1938, le roi Carol II s'arroge les pleins pouvoirs et interdit la «Garde de fer». Il va tenter de maintenir un équilibre entre l'Allemagne, avec laquelle il signe le 23 mars

1939 un accord lui réservant sa production de blé et de pétrole, et les Alliés historiques du pays, France et Grande-Bretagne, qui signent le 13 mai 1939 un accord garantissant les frontières et l'indépendance de la Roumanie.

En 1939, la Roumanie refusera de participer au dépeçage de la Tchécoslovaquie et garantira en septembre le droit d'asile au Gouvernement polonais partant en exil.

L'offensive victorieuse de la Wehrmacht ayant conduit les Britanniques au rembarquement de Dunkerque et la France à signer le 22 juin 1940 l'Armistice de Rethondes, privant la Roumanie de ses soutiens, va avoir des conséquences : le 28 juin, l'URSS occupe la Bessarabie et la Bucovine du Nord, le «Second arbitrage de Vienne» du 30 août 1940 contraint la Roumanie à céder à la Hongrie la Transylvanie du Nord, et le 7 septembre suivant, par les accords de Craiova, elle doit restituer à la Bulgarie la Dobroudja du Sud acquise en 1913.

AUX CÔTES DU 3^e REICH

Le 6 septembre 1940, le général Antonescu, appuyé par les légionnaires fascistes de la «Garde de fer», organise un coup d'Etat contraignant le roi Carol II à abdiquer au profit de son fils âgé de 19 ans, Michel 1^{er}. Antonescu, qui se fera appeler «Conducator» («Guide»), instaure un régime fasciste, l'«État national légionnaire».

Le 10 octobre 1940, la Wehrmacht entre en Roumanie, ses effectifs y croîtront jusqu'à 500 000 hommes à la veille de l'attaque contre l'URSS. La Roumanie va par-

ticiper à l'«Opération Barbarossa» : Hitler lui a promis la récupération de la Bessarabie et de la Bucovine du Nord, et même des territoires du sud de l'Ukraine jusqu'au Dniestr.

La faiblesse, le sous-équipement de l'Armée roumaine, notamment en blindés vont nécessiter l'appui de la Wehrmacht (11^e armée et éléments de la 14^e). 600 000 hommes passent à l'offensive : Kichinev (Chisinau), capitale de la République soviétique de Moldavie est prise le 16 juillet, une semaine plus tard la Bucovine du Nord est sous le contrôle roumain.

Les 3^e et 4^e armées roumaines et des éléments de la 11^e armée allemande, ayant traversé le Dniestr, ont pour objectif Odessa, défendue initialement par 34 500 hommes et 240 pièces d'artillerie, appuyés par la marine et l'aviation soviétiques. Le siège va durer du 8 août au 16 octobre 1941, date de l'évacuation par mer de la garnison vers Sébastopol. Odessa devient la capitale de la Transnistrie roumaine, terre de pogromes.

45 000 soldats roumains participeront du 24 septembre 1941 au 4 juillet 1942 aux côtés de la Wehrmacht à la campagne de Crimée, 143 000 soldats des 3^e et 4^e armées roumaines seront sur le front de Stalingrad en novembre 1942 ; armées qui seront enfoncées les 19 et 20 novembre par la contre-offensive soviétique *Uranus* qui enferme la 6^e armée allemande.

250 000 Roumains – près de la moitié des effectifs engagés – tomberont aux côtés de la Wehrmacht dans la guerre contre l'URSS.

LA FINLANDE

L'actuel territoire finlandais, occupé à partir du 12^e siècle par le Royaume de Suède, avait été, à la suite d'une guerre perdue, cédé en 1809 à l'Empire russe, y formant un grand-duché autonome.

La révolution de février 1917, qui renverse l'Empire tsariste, conduit la Finlande à proclamer son indépendance le 6 décembre 1917. Comme dans d'autres territoires de l'ex-Empire, la naissance du nouvel Etat se fera dans la douleur d'une guerre civile entre «rouges, qui proclament une « République socialiste finnoise des travailleurs », et un gouvernement «blanc» qui, avec l'appui militaire de l'Allemagne, sera victorieux le 5 mai 1918.

L'entre-deux guerres sera marqué par la naissance le 1^{er} décembre 1929 du «Mouvement National Patriotique de Lapua», anti-communiste, qui va évoluer vers le fascisme et tentera en 1932 un coup d'Etat, il recevra à partir de 1934 l'appui du Parti nazi. Interdit après le coup d'Etat puis reconstitué, il fera élire 14 députés en 1936.

Bien qu'ayant interdit le Parti communiste finlandais, le gouvernement finlandais signe en 1932 avec l'Union soviétique un «Pacte de non-agression» renouvelé en 1934.

Les relations soviéto-finlandaises vont être affectées par l'évolution des relations internationales européennes et la montée des tensions, après l'invasion et annexion de fait

de la Bohême-Moravie par le 3^e Reich, les revendications d'Hitler dans la zone de la Baltique (annexion de Memel, menaces sur Dantzig et le «Corridor polonais»...).

La signature le 23 août du «Traité de non-agression» germano-soviétique va modifier le contexte politique et stratégique en Europe nordique. Son protocole secret annexé, envisageant la disparition de l'Etat polonais et le partage de son territoire, place l'Estonie, la Lettonie et la Finlande dans la sphère d'influence de l'URSS.

LA «GUERRE D'HIVER»

Le 12 octobre 1939, le gouvernement soviétique présente à la Finlande un ultimatum exigeant dans l'isthme de Carélie un recul de la frontière l'éloignant de Leningrad et de la base navale soviétique de Cronstadt, la cession d'îles du Golfe de Finlande et la location à l'URSS pour trente ans d'une base à la sortie du Golfe.

Les négociations entre les deux pays ayant échoué, l'URSS dénonce le 28 novembre le Pacte de non-agression de 1932, puis le 30 novembre, l'Armée rouge pénètre en territoire finlandais, c'est le début de la «Guerre d'hiver».

En dépit d'une disproportion des forces – 400 000 Soviétiques contre 150 000 Finlandais – et des ressources des deux pays, la guerre va durer jusqu'au 12 mars 1940,

les Soviétiques ayant enfoncé au début de l'année dans l'isthme de Carélie la ligne fortifiée finlandaise.

La Finlande va céder à l'URSS tout l'isthme de Carélie et lui louer la base de Hanko.

GUERRE DE «CONTINUATION»

Le 22 septembre 1940, le gouvernement finlandais signe un accord prévoyant le transit de troupes allemandes vers le Nord de la Norvège occupée. En juin 1941, les troupes allemandes «en transit» atteignent... 100 000 hommes !

Après des affrontements autour de la base soviétique d'Hanko et des bombardements, la Finlande déclare la Guerre à l'URSS le 24 août 1941, justifiant son entrée dans le conflit par la volonté de récupérer les territoires cédés en 1940.

Dans le nord finlandais, deux divisions allemandes venues de Norvège passent à l'offensive en direction du port de Mourmansk. Quant à l'Armée finlandaise, elle concentre ses efforts au sud en Carélie orientale atteignant les rives des lacs Ladoga et Onega, et dans l'isthme de Carélie où son offensive sera stoppée sur la ligne fortifiée de l'ancienne frontière soviétique ; et ce jusqu'à la fin du siège de Leningrad (janvier 1944).

La Finlande signera un armistice avec l'URSS le 19 septembre 1944...

L'«OPERATION BARBAROSSA»

L'ITALIE

En Italie, Mussolini accéda au pouvoir le 29 octobre 1922, devenant Président du Conseil au lendemain de la «Marche sur Rome» des milices fascistes. En Allemagne, Hitler sera nommé chancelier le 30 janvier 1933.

Les parentés politique et pour une part idéologique des deux régimes totalitaires ne vont pas rendre initialement faciles leurs relations, des divergences existant entre eux. Ainsi Mussolini va s'opposer au projet d'Hitler d'annexion de l'Autriche : en juillet 1934, l'Italie fait échec au coup d'Etat lié à l'assassinat du chancelier autrichien Dollfuss.

Cependant, à partir de 1936, le soutien à Franco en rébellion contre la République espagnole va rapprocher les deux dictateurs : Mussolini envoie en Espagne aux côtés des insurgés les 50 000 «volontaires» du «Corpo Truppe Volontarie» (CTV), et Hitler 10 000 hommes (techniciens, instructeurs, servants de blindés...), qu'appuient les avions de la «Légion Condor» nazie, qui s'illustrera tragiquement le 26 avril 1937 dans le bombardement terroriste de la ville basque de Guernica, y faisant plusieurs centaines de morts.

Hitler et Mussolini ont des ambitions expansionnistes : Hitler en Europe centrale et orientale, en premier lieu sur les zones de peuplement germanique (Autriche, Sudètes tchécoslovaques, Pologne polonaise, Danzig, Memel...) et, plus à l'Est, sur un «espace vital» (*Lebensraum*) à coloniser.

Les ambitions de Mussolini sont méditerranéennes et africaines : la reconstitution, depuis Gibraltar jusqu'aux îles grecques du Dodécannèse, de l'Empire romain sur les deux rives de la Méditerranée : Oran, Tunisie, Égypte, Corse, Nice, Côte dalmate, Albanie, Grèce...

En juillet 1936, l'Allemagne avait reconnu

la conquête de l'Éthiopie par l'Italie et le 1^{er} novembre suivant Mussolini avait proclamé à Milan l'«Axe» Rome-Berlin. Le 6 novembre 1937, il adhère au Pacte Anti-Komintern, aux implications militaires, et finira par lever son veto sur l'Anschluss de l'Autriche par le Reich, ce qui sera effectif en mars 1938. En octobre suivant, il apportera son soutien au Führer lors de la conférence de Munich (28 au 30 septembre 1938) qui abandonne à Hitler les Sudètes.

En mars 1939, Hitler dépêche la Tchécoslovaquie et annexe sans coup férir la Bohême-Moravie. Un mois plus tard, Mussolini fait de même en envahissant du 7 au 12 avril l'Albanie.

L'attaque nazie le 1^{er} septembre 1939 contre la Pologne déclenche la Seconde Guerre mondiale. Mussolini attendra... le 10 juin 1940, et l'avancée victorieuse de la Wehrmacht à l'Ouest, pour se joindre au conflit en déclarant la guerre à la France et la Grande-Bretagne. Mais, l'armée italienne sera contenue sur le front des Alpes... Le 27 septembre l'Italie signe avec l'Allemagne et le Japon une alliance militaire, le «Pacte tripartite».

Après l'annexion de l'Albanie, l'expansionnisme de Mussolini va se diriger vers la Grèce, exigeant le 27 octobre 1940 l'occupation par son armée de «points stratégiques» du pays. Le refus grec déclenche l'attaque italienne, que les Grecs stopperont avant de contre-attaquer victorieusement.

Cela contraindra Hitler à devoir voler au secours de Mussolini, en attaquant la Yougoslavie le 6 avril 1941 et en envahissant la Grèce. («Opération Marita») du 6 au 30 avril 1941... Une intervention qui l'aura contraint aussi à retarder de plusieurs semaines l'«Opération Barbarossa»...

Considérant que l'Italie est confrontée à



l'occupation de territoires yougoslaves et grecs, et à la guerre en Afrique du Nord, ce qui a nécessité l'envoi de l'*Afrika Korps* de Rommel..., Hitler ne fait pas de sa participation à *Barbarossa* une priorité.

Pour autant, les premiers soldats italiens du *Corpo di Spedizione italiano in Russia* (CSIR), qui comptera plus de 62 000 hommes, arrivèrent sur le Front de l'Est en août 1941. Le CSIR fut déployé en Ukraine avec la 11^e armée allemande, et combattit sur le Bug, le Dniestr et le Dniepr, dans le Donetz. À l'été 1942, il aura perdu un quart de son effectif (morts, blessés, disparus, prisonniers), et sera intégré à l'ARMIR.

En juillet 1942, la 8^e armée italienne (*Armata italiana in Russia*, ARMIR), forte de 229 000 hommes, est envoyée en Russie dans la vallée du Don, entre la 2^e armée hongroise et la 3^e armée roumaine, sur le front de Stalingrad.

Elle va subir à la mi-décembre 1942 et en janvier 1943 le choc des contre-offensives soviétiques fermant la poche de Stalingrad, perdant 85 000 hommes. Le commandement de la 8^e armée est transféré à Kharkov et, en mars 1943, les survivants sont progressivement rapatriés... En septembre, l'Italie sort du conflit....

LA SLOVAQUIE DE TISZO

Proches linguistiquement, Tchèques et Slovaques, deux peuples slaves, ont été différenciés au fil des siècles : les Tchèques ont été influencés par l'espace culturel germanique, allemand ou autrichien, et le protestantisme, les seconds ont été très tôt sous la domination de la Pologne et de la Hongrie, deux pays à forte influence de l'Église catholique. Les pays tchèques se sont plus industrialisés tandis que la Slovaquie est restée rurale. Dans l'Empire austro-hongrois disparu en 1918, les Pays tchèques dépendaient de l'Autriche, la Slovaquie de la Hongrie.

Durant la Première Guerre mondiale, des nationalistes tchèques et slovaques avaient signé le 30 mai 1918 à Pittsburgh un accord prévoyant leur réunion dans un Etat, la Tchéco-Slovaquie, où la Slovaquie aurait l'autonomie ; un Etat qui inclura à sa formation d'importantes minorités : allemande sur le pourtour de la Bohême, hongroise au sud de la Slovaquie, ukrainienne à l'Est du pays, juive, tzigane...

L'abandon en 1921 du trait d'union dans le nom du pays va être révélateur de la remise en cause de l'autonomie slovaque, et d'une volonté hégémonique des dirigeants – politiques, économiques, militaires

– du pays, de fait majoritairement issus de la communauté tchèque.

LE NATIONALISME SLOVAQUE

Fondé en 1913 par l'abbé Andrej Hlinka, le «Parti populaire slovaque» (S/S), initialement favorable à la Tchéco-Slovaquie, va dans l'entre-deux guerres évoluer vers l'autonomisme séparatiste et le fascisme de type italien : culte du chef Hlinka, formation en 1925 d'une milice paramilitaire, la *Rodo-brana*, qui, forte de 60 000 membres, sera interdite en 1929 par le gouvernement de Prague.

Son opposition au gouvernement central va conduire le PPS-S/S et ses chefs, Hlinka et son second, l'abbé Josef Tiszo – qui lui succédera à son décès en 1938 – à se rapprocher de Konrad Henlein, leader pro-nazi du *Sudetendeutsche Partei* (SdP) qui, avec l'appui matériel et politique d'Hitler, réclame l'annexion des Sudètes au Reich.

Au lendemain de la capitulation de Munich, qui livra les Sudètes à Hitler, le statut d'autonomie de la Slovaquie était établi le 6 octobre et le trait d'union de Tchéco-Slovaquie rétabli le 19 novembre. Cela n'empêchera pas Tiszo – poussé par Hitler – de proclamer le 14 mars 1939 l'indépen-

dance de la Slovaquie. Ce qui s'inscrira dans les objectifs d'Hitler de démembrer la Tchécoslovaquie et d'annexer de fait la Bohême-Moravie au Reich.

Le 23 mars 1939, un «Traité de protection» germano-slovaque subordonne la politique slovaque au Reich dans les domaines économique, militaire et diplomatique. Il va conduire la Slovaquie à entrer en guerre contre la Pologne en septembre 1939, et contre l'URSS le 23 juin 1941.

Un corps mobile slovaque de 10 000 hommes fut envoyé en août 1941 sur le front soviétique. En septembre 1941, il arrivera à Kiev en Ukraine, au printemps 1942, il sera engagé dans le Caucase avant de rejoindre Stalingrad, où il sera anéanti fin 1942 lors de la contre-offensive soviétique.

Le 29 août 1944, sur le sol slovaque, éclatera le «Soulèvement national slovaque», (SNP), auquel se joindront la grande majorité de l'Armée slovaque et 15 000 partisans, dont les près de 300 Français du «Bataillon Foch», formé par des prisonniers évadés ou des échappés du S.T.O.

L'insurrection sera vaincue dans la nuit du 27 au 28 octobre 1944 par l'intervention de divisions allemandes – dont des SS – appuyées par des unités fascistes slovaques.

CROATIE

Les Croates sont un peuple «yougoslave» au sens étymologique du terme, c'est-à-dire «slave du sud», comme les Slovènes, les Serbes, les Bosniaques et Monténégrins, l'Histoire les individualisant par la religion et l'écriture : les Slovènes et Croates catholiques utiliseront l'alphabet latin, les Serbes et les Monténégrins orthodoxes l'alphabet cyrillique, les Bosniaques, islamisés par la conquête ottomane, un alphabet issu du cyrillique, arabe et aujourd'hui latin. Serbes, Croates, Bosniaques et Monténégrins parlent une langue commune, le serbo-croate, avec des variantes dialectales que les nationalismes contemporains survalorisent.

Vassal de l'Empire de Charlemagne, un premier duché croate se crée en 810 dans la zone côtière dalmate. En 925, le duc Tomislav, réunissant en un seul Etat les duchés de Dalmatie et de Pannonie, ainsi que la plus grande partie de la Bosnie, se fait proclamer Roi de Croatie.

En 1097, le dernier roi de Croatie, Petar III, sera tué lors d'une bataille avec le roi de Hongrie voisine, et les nobles croates durent accepter par le traité *Pacta Conventa* (1102) l'association de la Croatie à la couronne de Hongrie par une «union personnelle» qui durera jusqu'en... 1918. A l'exception d'une courte période, d'octobre 1809 au 6 décembre 1813, lors de laquelle, suite à une victoire de Napoléon sur l'Empire d'Autriche, le littoral croate et dalmate, la Haute Carinthie, la Carniole et l'Istrie formeront les «Provinces illyriennes» de l'Empire français.

Au XIX^e siècle, l'Empereur d'Autriche est aussi «Roi de Bohême, Roi de Galicie, Roi de Dalmatie, Roi de Lombardo-Vénétie», qui forment la Cisleithanie» ayant pour capitale Vienne, et aussi «Roi de Hongrie, et Roi de Croatie-Slavonie», formant la «Transleithanie», capitale Budapest. A partir de 1867, Transleithanie et Cisleithanie formeront deux Etats fédérés de l'Empire d'Autriche-Hongrie, qui s'effondrera en 1918, à la fin de la Première Guerre mondiale.

Dès le 9 octobre 1918, une convention des Slaves du Sud avait proclamé leur droit à l'autodétermination, le 31 octobre fut proclamée l'indépendance de l'«Etat des Slovènes, Croates et Serbes», qui fusionnera avec le Royaume de Serbie pour former le 30 novembre le «Royaume des Serbes, Croates, Slovènes», avec pour capitale Belgrade.

En 1929, le changement d'un nom du pays en Yougoslavie masque mal l'hégémonisme serbe, qui entre en conflit avec les aspirations nationales slovène, macédonienne et croate.

Le 9 octobre 1934, en visite officielle en France, le Roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie est assassiné à Marseille par un nationaliste macédonien lié au mouvement nationaliste croate, l'*Ustacha*, fondé en janvier 1929 en exil à Rome par Ante Pavelic, un avocat ultra-nationaliste protégé par Mussolini.

En Italie et en Hongrie, l'*Ustacha* installera des camps de formation paramilitaire, elle pratiquera le terrorisme en Croatie même.

ÉTAT INDEPENDANT DE CROATIE

Le 6 avril 1941, appuyée par des troupes bulgares et hongroises, la Wehrmacht, volant au secours des Italiens en difficulté en Grèce, attaqua la Yougoslavie, qui capitula le 17 avril.

Dès le 10 avril, Slavko Kvaternik, adjoint de Pavelic, proclame à Zagreb, la capitale de la Croatie, la naissance de l'«Etat indépendant de Croatie» (*Nezavisna Drzava Hrvatska* - NDH), avec pour *Poglavnik* («Führer») Ante Pavelic.

De fait protectorat de l'Italie, à laquelle il a dû abandonner la côte dalmate, le NDH, qui englobe dans ses limites l'essentiel de la Bosnie-Herzégovine (peuplée de 18 % de Croates catholiques, 32 % de Serbes orthodoxes et 40 % de Bosniaques musulmans), va devenir un Etat génocidaire : en 1941 et 1944 y sont ouverts 40 camps de concentration, tel celui de Jasenovac



où seront assassinés 350 000 Juifs, Serbes, Tziganes.

Le régime fasciste croate s'est doté d'une police politique, de milices et d'une armée, la «Garde nationale croate» *Hrvatsko domobranstvo* ou *Dobroman*. Dès le 23 juin 1941, au lendemain du début de l'Opération Barbarossa, Ante Pavelic informa Hitler de son désir de se joindre «à la lutte de toutes les nations éprises de liberté contre le communisme».

À cette fin, va être créé le «369^e régiment renforcé d'infanterie» – connu aussi sous le nom de «Légion croate» (*Hrvatska Legija*), avec écusson croate sur uniforme allemand et inscription «Hrvatska» – qui comptera jusqu'à 4 000 hommes. En Ukraine en octobre 1941, il sera envoyé au sein de la 100^e-*Jäger-Division* allemande le 27 septembre 1942 à Stalingrad, et combattra dans la ville où il sera pratiquement anéanti. Il y eut aussi sur le front Est une «Légion aérienne croate», de même qu'en Mer Noire une «Légion navale croate».

Pour lutter sur le sol yougoslave contre les Partisans, les Allemands réorganisèrent au sein de la Wehrmacht le 369^e régiment en 369^e division, lui adjoignant une 373^e puis une 392^e division aussi formées de Croates.

LA DIVISION AZUL

Au printemps 1941, l'Espagne vit depuis deux ans sous la férule du général Franco, le 28 mars 1939, les troupes franquistes étaient entrées dans Madrid. La veille, le gouvernement nationaliste de Burgos – reconnu par la France et la Grande-Bretagne dès le 27 février – avait adhéré au Pacte anti-Komintern regroupant alors l'Allemagne nazie, le Japon militariste, l'Italie fasciste et la Hongrie.

Malgré cette adhésion, Franco, lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, déclare le 4 septembre 1939 la neutralité de l'Espagne dans le conflit qui s'ouvre. Le 10 juin 1940, alors que l'Italie déclare la guerre à la France et au Royaume-Uni, Franco renonce à la «neutralité» pour placer son pays dans la «non-belligérance». Le 14 juin, alors que la Wehrmacht entre dans Paris, l'Espagne franquiste annexe au nord du Maroc la ville internationale de Tanger, en face de Gibraltar.

Gibraltar, forteresse commandant l'entrée de la Méditerranée, est un des principaux problèmes abordés le 23 octobre 1940 lors de l'entrevue d'Hendaye entre Franco et Hitler, lequel souhaite que l'Espagne entre en guerre afin de neutraliser la base britannique.

Ce que Franco, qui évoque l'épuisement de son pays par la guerre civile et avance des exigences irréalisables, refuse de faire, restant dans la «non-belligérance» tout en protestant de sa solidarité à l'égard du Reich.

Ce que l'«Opération Barbarossa» va, tout en respectant cette «non-belligérance», lui permettre de manifester au nom de l'antibolchevisme, en participant à l'agression nazie contre l'URSS.

Car ce sont officiellement des «volontaires» et non des forces régulières – en réalité il y a 50 % de militaires, des phalangistes, des étudiants – qui formeront la

«*Division Española de Voluntarios*» (DEV) envoyée sur le front Est.

La DEV, dont les premiers éléments quittent le 17 juillet 1941 l'Espagne pour le Reich, formera la 250^e division de la Wehrmacht. Ayant obtenu de garder la chemise bleue des phalangistes, elle sera de ce fait appelée la «*division Azul*» («Bleue»).

Commandée par les généraux Munoz Grandes puis Esteban Infantes, elle sera envoyée en octobre 1941 au sud de Leningrad, et participera lors du siège de la ville à 18 engagements, dont la bataille de Krasny Bor en février 1943. Le 6 octobre 1943, «la division Azul» recevra l'ordre de se replier. De retour en Espagne, elle fut dissoute le 17 novembre 1943.

Près de 50 000 hommes servirent dans la division, qui eut 3 934 tués, 8 466 blessés, 326 disparus.

1951 : CREATION DE LA FEDERATION INTERNATIONALE DES RESISTANTS



Meeting pour la paix de la FIAPP à Berlin en 1949



Congrès constitutif de la F.I.R. à Vienne en juillet 1951

Dans tous les pays d'Europe agressés, occupés par les nazis hitlériens et les fascistes mussoliniens, dans ceux de leurs alliés et au sein même du 3^e Reich et de l'Italie fasciste, des femmes et des hommes se dressèrent contre l'oppression et la barbarie.

Au lendemain de la Victoire du 8 mai 1945 sur le nazisme, se créent dans tous ces pays d'Europe des associations de Résistants au fascisme et au nazisme, de Déportés, qui rassemblent alors des centaines de milliers voire des millions de membres.

Parmi les plus nombreuses, citons l'Association soviétique (il y eut des centaines de milliers de partisans en Ukraine, en Biélorussie, dans les Pays baltes et en Russie occidentale), citons aussi l'Association Yougoslave, les Associations Grecques, Bulgares, Polonaises et, en Europe Occidentale, l'Association des Anciens Partisans Italiens, l'ANPI, et en France l'Association française des Anciens FTP.

Ces Associations d'Anciens Résistants, d'Anciens Déportés, d'Anciens prisonniers politiques des régimes fascistes d'avant-guerre vont rechercher les voies d'une coordination internationale entre elles, pour participer à la construction d'un monde en paix, démocratique, respectueux de la dignité humaine, aspiration commune aux Résistants, aux peuples martyrisés par la Guerre qui vient de s'achever.

Les liens tissés dans chaque pays dans la clandestinité, dans les maquis, mais aussi les prisons et les camps entre Résistant(e)s de diverses nationalités, dont beaucoup, à la victoire acquise, regagnent leurs pays d'origine libérés, vont faciliter dès 1945 les contacts.

Cela va conduire à la tenue, en février 1946 à Varsovie, d'une conférence avec les représentants d'organisations de combattants antifascistes de 17 pays, qui donne naissance à la «**Fédération Internationale des Anciens Prisonniers Politiques**», la FIAPP.

La FIAPP s'assigne pour buts de «*combattre vigoureusement et partout pour le rejet total du fascisme sous toutes ses formes, où qu'il apparaisse, et pour l'éradication de l'idéologie fasciste...* [de] développer une activité qui vise à renforcer la solidarité internationale pour la coopération étroite des peuples dans les différents secteurs de la vie politique, économique et culturelle, de façon qu'une paix mondiale durable soit assurée et qu'une nouvelle guerre soit conjurée...»

Cependant, la division du monde à partir de 1946 en deux «camps» qui vont devenir antagonistes ne sera pas sans conséquences dans la plupart des pays européens, avec la division qui va s'instaurer au sein des organisations internationales – et nationales – nées au lendemain de la guerre, syndicales, culturelles... et d'anciens combattants, d'anciens partisans, d'anciens Résistants. Avec une radicalisation souvent symétrique des deux camps dans lesquels elles vont se situer.

En Allemagne, Américains et Britanniques unifient en 1946 leurs zones d'Occupation, rejointes en 1948 par la zone française. L'Allemagne va être un dangereux foyer de tension, avec le blocus par les Soviétiques du 24 juin 1948 au 12 mai 1949 des zones d'occupation occidentales de Berlin.

La constitution de la Bizone puis celle de la Trizone avaient préfiguré la création le 23 mai 1949 de la «République Fédérale d'Allemagne» (R.F.A.). En réponse, était née en octobre suivant dans la zone soviétique la «République Démocratique allemande» (R.D.A.).

1949 est aussi l'année de la création le 4 avril de l'«Organisation du Traité de l'Atlantique Nord», l'OTAN, alliance militaire dirigée contre l'URSS. L'U.R.S.S. qui le 29 août, procédera à sa première expérience nucléaire...

En 1950, la «Guerre froide» devient chaude en Asie : en juin commence la Guerre de Corée, qui durera jusqu'en juillet 1953, impliquant les deux États coréens rivaux (Corée du Nord communiste, Corée du Sud pro-américaine), la Chine populaire, les États-Unis mais aussi d'autres pays dont la France, qui y envoie un bataillon (3 421 hommes).

LA NAISSANCE DE LA F.I.R.

C'est dans ce contexte de dangereuse tension est-ouest avec le risque de guerre nucléaire, avec aussi le fait qu'à la faveur de cette tension nombre d'anciens serviteurs des régimes nazi et fascistes, «spécialistes» de l'antisoviétisme et de l'anticommunisme, ont été réintégrés dans des structures officielles ou officieuses, que d'autres n'hésitent plus à relever la tête et à parader, que des Résistants, de divers pays européens de l'Ouest et de l'Est vont prendre l'initiative de la constitution d'une Fédération Internationale les rassemblant, en dépassant ce clivage Est-Ouest.

Ainsi, la «Fédération Internationale des Combattants de la Résistance» – la F.I.R. – va succéder à la FIAPP à l'issue d'un congrès constitutif tenu du 30 juin au 4 juillet 1951 à Vienne, capitale de l'Autriche, avec la participation d'organisations de Résistants et de Déportés de 18 pays européens, dont la France.

Le discours d'ouverture fut prononcé par un Français, le colonel Frédéric-Henri Manhès, un proche de Jean Moulin, dirigeant de la FNDIRP, qui sera le premier président de la F.I.R. jusqu'en 1959. Lui succéderont des Italiens, Ettore Tibaldi, Arialdo Banfi. Le premier secrétaire général fut aussi français : André Leroy. Responsabilité qu'assurèrent d'autres Français Jean Toujas, membre du Conseil national de l'ANACR, Alix Lhote.

Le lieu du Congrès constitutif de la F.I.R., Vienne, où sera fixé son siège, avait été choisi parce que l'Autriche présentait un caractère de neutralité dans un monde coupé en deux camps antagonistes Est-Ouest.

En 1953, des Associations se positionnant «à l'Ouest» créèrent la Fédération Libre des Déportés, Internés de la Résistance, la Fildir, très investie dans l'affrontement est-ouest et rivale de la F.I.R., hostile même à la F.I.R., et qui disparaîtra à la fin des années soixante.

Au sein de la F.I.R., le poids numérique des Associations soviétique et des pays d'Europe centrale et Orientale fut important. Disposant de moyens financiers et techniques, leur contribution multiforme a été essentielle dans le fonctionnement de la F.I.R., lui permettant de pouvoir disposer de Bureaux à Vienne, d'un appareil technique de secrétariat, d'éditer une revue en allemand et en Français, «*Résistance Unie*», d'éditer des plaquettes, des livres, d'organiser ou de participer à des séminaires ou conférences internationales...

Ce poids a parfois posé des problèmes – qui furent surmontés – comme lors de l'intervention en 1968 de l'URSS et de plusieurs pays socialistes en Tchécoslovaquie.

70 ans après sa création, la F.I.R., ébranlée par les bouleversements intervenus dans les années 1990 en Europe centrale et orientale, avec la disparition ou l'éclatement de plusieurs de ses associations, s'est réorganisée et poursuit dans 27 pays son combat pour la mémoire de la Résistance, contre le fascisme et pour la Paix.

LA BATAILLE DE SYRIE

L'Europe fut dès 1939 le principal théâtre des combats entre le Reich nazi et l'Italie fasciste d'une part, la France, la Grande-Bretagne d'autre part. D'autres régions furent des lieux de confrontation : en Libye face à l'Afrika Korps, et potentiellement au Proche-Orient, où le régime pétainiste se fit de fait complice des États fascistes.

La Syrie, le Liban, et les territoires voisins d'Irak, de Transjordanie) et de Palestine sont d'antiques civilisations, abritant notamment la plus vieille ville identifiée du monde, Uruk, fondée plus de 10 siècles avant Abraham, 30 siècles avant Jésus-Christ et 36 siècles avant Mahomet, auxquels se réfèrent les trois grandes religions dites du Livre, qui ont dans la région un grand nombre de leurs lieux saints. Des civilisations brillantes s'y développèrent, des États s'y formèrent.

La région fut en relation avec l'Égypte voisine, sous la domination des Royaumes hellénistiques héritiers de l'Empire d'Alexandre, elle fut intégrée à l'Empire romain jusqu'à la fin du IV^e siècle de notre ère. C'est pendant cette période que naquit et se développa en Palestine la Religion chrétienne.

Après la séparation en 395 de l'Empire romain en Empire romain d'Occident et Empire romain d'Orient, le Liban, la Palestine et la Syrie, furent intégrés dans l'Empire romain d'Orient, avant de l'être dans l'Empire byzantin qui lui succéda.

Mais, la conquête arabo-musulmane de la Syrie, du Liban et de la Palestine, qui se fit du VII^e au IX^e siècle, plaça les Lieux saints chrétiens (Jérusalem, Bethléem, Nazareth...) sous la domination de souverains arabes puis, à partir de 1071, Turcs Seldjoukides.

Libérer les Lieux saints va être en 1095 l'objectif fixé à Clermont-Ferrand à la Chrétienté par le pape Urbain II, qui donne ainsi le signal de la Première croisade, expédition militaire¹ mobilisant la chevalerie européenne ; en premier lieu de France, mais aussi de Germanie et d'Italie. Huit croisades se succéderont de 1096 à 1270 vers la «Terre sainte», y participeront plusieurs souverains européens, tels les rois de France Louis VII, Philippe-Auguste et Louis IX (Saint Louis).

Ces croisades, ayant pour objectif initial de libérer les Lieux saints, vont avoir bientôt pour but le soutien aux États latins féodaux que les Croisés ont installé en Palestine, au Liban et en Syrie : le Comté d'Edesse, la principauté d'Antioche, le Comté de Tripoli et le Royaume de Jérusalem, dont les souverains entre 1098 et 1291 sont issus de familles nobles ; souvent françaises : maisons de Courtenay, Boulogne, Poitiers, Gatinais-Anjou, Toucy, Blois, Lusignan...

Malgré ce soutien, les États latins – dont une composante de la population est d'origine européenne venue avec les Croisés – succomberont les uns après les autres : le comté d'Edesse en 1144, la principauté d'Antioche en 1268, le Comté de Tripoli en 1289, le Royaume de Jérusalem en 1291, avec la prise de Saint-Jean-d'Acre² par le sultanat syro-égyptien des Mamelouks.³

La région restera sous cette domination jusqu'en 1516, année de la conquête de la Syrie par les Ottomans, originaires d'une tribu turque d'Asie centrale, ayant commencé à s'emparer de villes byzantines à la fin du XIII^e siècle et qui prendront Byzance (Constantinople) en 1453.

LA PÉRIODE OTTOMANE

Les Ottomans vont tolérer aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e l'existence de principautés vassales, au Mont-Liban, dans la région de Tripoli, dans celle de Tibériade, auxquelles ils mettront un terme dès lors qu'elles afficheront une trop grande volonté d'indépendance.

À la fin du XVIII^e siècle, du 20 mars au 21 mai 1799, la région fut impliquée par le siège – infructueux – de Saint-Jean-d'Acre mené dans le cadre de l'expédition d'Égypte par Napoléon Bonaparte.

Le XIX^e siècle fut marqué par les conséquences de l'affrontement entre Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte depuis 1805 et qui, voyant l'Empire ottoman affaibli et menacé de décomposition, affirma sa volonté de transformer l'Égypte en puissance régionale.

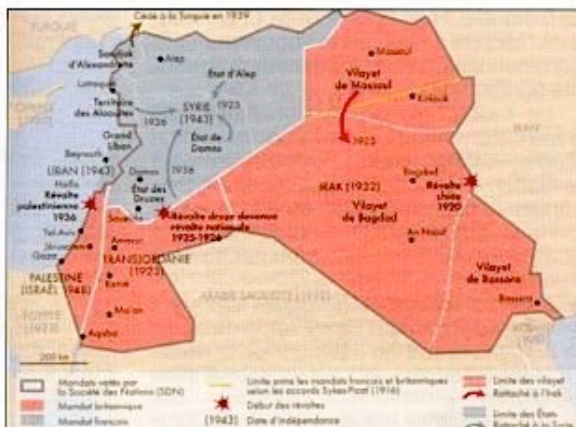
Entré en guerre avec le Sultan en 1831, ses armées s'emparèrent de la Palestine, de la Syrie, et s'approchèrent de Constantinople. Une intervention diplomatique franco-britannique conduisit en 1833 à une solution négociée, la convention de Küta-hya, qui laissa le contrôle de la Syrie et de la Palestine à l'Égypte.

En 1841, la flotte britannique, apportant son soutien au Sultan, bombardait les ports libanais contrôlés par les Égyptiens et débarqua des troupes en Syrie dont, par le traité de Londres, Méhémet Ali et son fils Ibrahim durent rétrocéder le contrôle.

À partir de 1865, la Syrie ottomane est divisée en Vilayets de Syrie (Damas), Alep, Beyrouth, moutassarifat du Mont-Liban, sandjak de Jérusalem, Sandjak de Zor.

La population de la région (2.800.000 en 1840) est composite avec des minorités ethniques et religieuses⁴ aux relations pouvant être conflictuelles : ainsi des massacres de chrétiens⁵ interviennent à Alep en 1850, Naplouse, 1856, à Damas et au Liban en mai-juin 1860, période durant laquelle 6 à 12 000 chrétiens sont massacrés, près de 5 000 dans le quartier chrétien de Damas.

Les puissances européennes vont décider d'intervenir. Napoléon III envoie une flotte française vers les côtes libanaises et syriennes, y débarquant en septembre 1860 un corps expéditionnaire de 6 000 hommes placé sous le commandement du général



Beaufort d'Hautpoul et agissant au nom des puissances. Une commission internationale est mise en place fin septembre.

Le 9 juin 1861, à Constantinople, est signée une convention entre l'Empire ottoman, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie qui met en place la Province autonome du Mont-Liban, placée sous la protection de la France ; et qui devra être dirigée par un gouverneur ottoman et chrétien mais non libanais.

Au XIX^e siècle et au début du XX^e, l'Empire ottoman a été confronté au développement des aspirations nationales des peuples européens des Balkans, ce qui a conduit, parfois au prix de guerres meurtrières, à l'indépendance de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Grèce. Les prémices d'un processus identique vont se faire sentir au début du XX^e siècle dans d'autres régions de l'empire multinational.

En 1908, à la faveur de la Révolution «Jeunes-Turcs» en Turquie, 200 délégués arabes réunis en congrès à Paris demandent la reconnaissance du peuple arabe par l'Empire ottoman ; ce que les nationalistes «Jeunes Turcs» refuseront.

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Les Britanniques vont pendant la Première Guerre mondiale nouer des relations étroites avec le Chérif Hussein ben Ali, gardien des lieux saints de l'Islam (La Mecque, Médine...). Lequel, sur la base des promesses britanniques, qui vont envoyer auprès de lui des officiers de liaison⁶, se proclame le 10 juin 1916 «Roi des Arabes», et lève l'étendard de la révolte contre les Turcs.

En juin 1917, la prise d'Aqaba sur la mer Rouge par Fayçal ben Hussein, fils du Chérif Hussein, permettra aux Britanniques de ravitailler la révolte arabe en armes et munitions. Les forces arabes et britanniques prennent Haïfa en Palestine le 23 septembre 1918, Amman en Transjordanie le 25 septembre.

Le 30 septembre, Français et Britanniques signent un accord interprétatif de l'Accord Sykes-Picot⁷ reconnaissant l'existence d'une zone d'influence française en Syrie et actant le général anglais Allenby comme unique commandant allié.

Le 3 octobre 1918, Damas est conquise et Allenby partage la région en 3 zones militaires : britannique (Palestine), arabe (de Damas à Alexandrette) et française (Liban).

¹ Il y aura aussi une croisade populaire, conduite par Pierre l'Ermite.

² Plusieurs souverains des États latins se réfugièrent à Chypre qui, sous l'autorité de souverains issus de la famille poitevine des Lusignan, sera de 1192 à 1489 un royaume «français», ayant pour langues officielles le grec et le français. Puis l'île deviendra possession vénitienne, dont les Turcs s'empareront en 1571.

³ Mamelouks : milices au service du Sultan et des pachas ottomans recrutées parmi les captifs non musulmans. Certaines s'empareront – comme en Égypte – temporairement du pouvoir.

⁴ En 1840, le Liban compte onze communautés chrétiennes, les plus importantes étant les maronites et les grecs orthodoxes, et six communautés musulmanes, les plus importantes étant les sunnites, les chiites et les druzes.

⁵ Maronites : l'ermite Maroun al-Qorashi vécut au nord de la Syrie entre 350 et 410. Ses disciples reconnaîtront l'autorité du Pape de Rome. Les Maronites forment un patriarcat de l'église catholique.

Le 5 octobre, Fayçal, au nom du Chérif Hussein, installe à Damas un «gouvernement constitutionnel arabe» aspirant à avoir autorité sur toute la région.

Le 7 octobre, la «division navale de Syrie», commandée par le contre-amiral Varney, entre en rade de Beyrouth, où arrive le lendemain le colonel de Piépape représentant l'Armée française, suivi le 10 octobre par les Chasseurs d'Afrique et d'une compagnie syrienne sous commandement français.

Dès leur arrivée, les Français somment les représentants de l'Emir Fayçal de retirer le drapeau arabe du bâtiment de la municipalité et prennent en main l'administration de la ville.

Une démarche qui va s'étendre à tout le Liban et à toute la Syrie (Alep est occupé le 25 octobre), préfigurant les relations difficiles qui existeront entre les autorités françaises et les nationalistes arabes.

Le 18 janvier 1919 s'ouvre à Versailles la «Conférence de la Paix», qui terminera ses travaux en août 1919.

À la veille de son ouverture, l'Emir Fayçal, qui bénéficie alors de l'appui britannique, propose la constitution d'une confédération d'États arabes – Syrie (dont Liban), Irak, Palestine, Hedjaz⁶ et Yémen – sous l'autorité de son père le Chérif Hussein, roi du Hedjaz. Ce à quoi s'oppose la France, qui favorise la proposition du Comité central syrien, reçu à la Conférence de Versailles le 13 février 1919, de constituer – avec la Palestine et le Liban – une «Grande Syrie» sous tutelle française ; et le 15 février, la délégation libanaise demande la création d'un Grand Liban de Tripoli à Saïda, aussi sous tutelle française.

Se heurtent quant à l'avenir de la région, son organisation territoriale et sa gouvernance, les aspirations arabes à la constitution d'un vaste Etat et les intérêts britanniques et français, pouvant être différents voire contradictoires ; et il y a les problèmes nationaux arménien, kurde et juif (sionisme en Palestine).

En septembre 1919, la Grande-Bretagne retire ses troupes de Syrie, concentrant ses efforts sur la Mésopotamie (Irak) et la Palestine.

La France – engagée au sud-est de l'Anatolie, en Cilicie dont elle a commencé l'occupation en novembre 1918, dans un conflit avec l'armée nationaliste turque – va nommer le général Gouraud, – qui arrive à Beyrouth le 21 novembre 1919 – Haut-Commissaire de la République en Syrie et au Liban, et commandant de l'«Armée du Levant».

Suite à une offensive turque contre l'armée française, déclenchée le 21 janvier 1920, celle-ci se repliera le 10 février, et devra évacuer la ville d'Ourfa (l'ancienne Edesse) le 11 avril ; un armistice provisoire interviendra entre le 1^{er} juin et le 20 juin.

Le 8 mars 1920, à Damas, le Congrès syrien proclame à l'unanimité l'indépendance de la Syrie dans ses frontières naturelles (avec la Palestine et la Transjordanie)

et souhaite une union politique et économique avec l'Irak voisin.

Le 22 mars 1920, un conseil de notables, de dignitaires chrétiens et de Druzes proclame l'indépendance du Liban.

Le 25 avril 1920, alors que s'élaborent les dispositions du traité de Sèvres devant confirmer celles de l'armistice de Moudros signé le 30 octobre 1918, et par lequel l'Empire ottoman se retirait du conflit de la «Grande guerre» en renonçant notamment à ses possessions arabes et africaines : Hedjaz, Yémen, Palestine, Syrie, Mésopotamie, Tripolitaine, Cyrénaïque..., le «Conseil suprême interallié», réuni à San Remo, attribue à la France – qui renonce aux capitulations⁷ en Palestine – un mandat sur la Syrie incluant le Liban actuel, et à la Grande-Bretagne un mandat sur la Palestine (avec la Transjordanie) et la Mésopotamie (Irak actuel).

Le 3 juillet 1920, le Congrès national syrien adopte à Damas la Constitution du Royaume arabe de Syrie.

L'ensemble de ces décisions nationalistes conduit le général Gouraud, haut-commissaire français au Levant, à adresser le 14 juillet 1920 un ultimatum à l'Emir Fayçal exigeant la démobilisation de l'Armée syrienne et sa soumission au mandat français sur la Syrie décidé par la SDN.

Le 24 juillet, l'armée française du Levant⁸, venant du Liban, entre en Syrie et défait les troupes arabes à la bataille de Maysaloun et investit Damas le lendemain. La loi martiale est instaurée en Syrie, que Fayçal doit quitter le 1^{er} août⁹. Pour autant, ce ne sera qu'après 3 ans de combats que les troupes françaises prendront le contrôle total du territoire syrien.

Le 10 août 1920, est conclu près de Paris, dans les salons du Musée national de la Céramique, le **Traité de Sèvres** entre les Alliés et l'Empire ottoman, qui confirme le mandat confié à la France sur la Syrie et le Liban, et la Zone d'influence française en Cilicie. Le traité a été accepté par le gouvernement du sultan à Constantinople mais refusé par celui d'Ankara, dirigé par Kemal Atatürk, qui entame une guerre de reconquête de territoires perdus en Anatolie.

À son issue victorieuse et au prix d'épurations ethniques sanglantes, le Traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923 au Palais de Rumine, donne à la Turquie pour l'essentiel ses frontières actuelles.

LE «MANDAT»

Dès août 1920, le Haut-commissaire français, le général Gouraud, va entamer une réorganisation administrative morcelant le pays par la création de plusieurs entités autonomes.

L'«État du Grand Liban», proclamé le 1^{er} septembre par le général Gouraud, comprend le Mont-Liban, où vit une importante communauté chrétienne maronite, et des villes côtières, dont Beyrouth. En mai 1926, il prendra le nom de «République libanaise».

L'«État d'Alep», proclamé aussi le 1^{er} septembre 1920, avec pour capitale Alep, comprend le tiers nord de la Syrie et la Djézireh.

Sera retenue comme point de départ de la négociation la proposition initiale de Mark Sykes d'établissement de deux zones de part et d'autre d'une ligne partant de Saint-Jean d'Acre sur la côte méditerranéenne pour rejoindre Kirkouk au nord de l'Irak : la zone au nord de cette ligne - Syrie, Liban, sud-est anatolien - serait sous contrôle français, celle au sud - Jordanie, Irak, Koweït - sous contrôle britannique. Les discussions affineront le projet en zones de contrôle direct et zones d'influence sur un Etat arabe sous tutelle à créer. La Palestine deviendrait une « zone internationale ».

Le Sandjak d'Alexandrette, créé en mars 1923 et à la population majoritairement turque, lui sera rattaché à partir de 1925.

L'État de Damas comprend la partie centrale de la Syrie, avec pour capitale Damas.

Deux autres entités administratives sont aussi créées : le 12 juillet 1922, le territoire des Alaouites¹² (créé en septembre 1920) est renommé «État des Alaouites», avec pour capitale Lattaquié, et le 24 octobre 1922 est établi dans la zone montagneuse du sud de la Syrie, peuplée par la communauté druze¹³, l'État du «Djebel Druze» (capitale Soueïda).

Le 1^{er} janvier 1925, «L'État de Syrie» naît de la fusion des États de Damas, d'Alep et des Alaouites, le Djebel Druze restant en dehors jusqu'au 2 décembre 1936. Quant au «Grand Liban», son devenir historique se déroulera jusqu'à nos jours de manière indépendante hors des frontières syriennes.

LA «GRANDE RÉVOLTE SYRIENNE»

Bien que qu'il ne soit alors pas intégré à l'État de Syrie, c'est du Djebel Druze que partira la révolte contre le mandat français, révolte qui va embraser tout son territoire.

C'est la politique autoritaire du Haut-Commissaire français en Syrie et au Liban, le général Maurice Sarrail, accentuée par celle du Gouverneur de l'État du Djebel Druze, le capitaine Gabriel Carbillat, qui va pousser un jeune chef nationaliste druze, Sultan al-Atrach, à prendre à l'été 1925 la tête d'une révolte qui va s'étendre à l'automne à tout le territoire.

Le 18 octobre 1925, un important soulèvement a lieu aussi à Damas – avec l'attaque du palais Azim, siège de l'administration française – et dans ses environs. L'attaque d'une patrouille française par les rebelles déclenche un cycle de représailles : plusieurs villages, accusés de complicité avec eux, sont incendiés, et une opération de police ramène le 14 octobre dans la capitale syrienne, considérée comme «territoire rebelle», une centaine de prisonniers et plusieurs dizaines de cadavres de rebelles. La loi martiale est instituée, et le général Gamelin décide d'utiliser l'artillerie pour écraser la résistance. La ville est bombardée pendant trois jours, et l'incendie embrase le 20 octobre une zone de 45 000 mètres carrés.

À la suite de ce bombardement de Damas, le corps consulaire adresse un télégramme de protestation et le Mandat perd en crédibilité sur la scène internationale. L'opinion publique française devient elle aussi hostile au mandat.

De la mi-octobre 1925 à mai 1926, le Djebel Druze a été pendant près de sept mois libre de toute occupation. Les insurgés ont isolé Damas en attaquant les voies de communication (chemin de fer de Damas au Hedjaz, route Damas-Beyrouth, ponts, lignes télégraphiques...), et harcelé les Français dans la ville même. De plus, l'insurrection s'étendra au Liban où une garnison française sera attaquée.

Cependant, les Français, d'abord encerclés dans la citadelle de Rachaiya, prendront le dessus après l'intervention de deux colonnes de secours et le bombardement

L'accord formel - et secret - sera conclu le 16 mai 1916. Il n'a pas pris en compte les aspirations des peuples arabes...

Partie occidentale de la Péninsule arabique, le long de la Mer Rouge, qui comprend notamment les lieux saints musulmans de la Mecque et Médine. Etat proclamé en 1916 et reconnu par le Traité de Sèvres le 10 août 1920.

⁶ Dont le célèbre T.E. Lawrence («d'Arabie»). La France envoie une mission en août 1916, qui comprendra à son maximum 1 200 hommes.

⁷ Mark Sykes est un député du Yorkshire, conseiller du gouvernement britannique pour les Affaires moyen-orientales, François Georges-Picot, diplomate, consul de France à Beyrouth avant-guerre, connaît bien le Moyen-Orient. Ce seront les négociateurs des deux pays pour le partage entre eux du Proche-Orient à la défaite prévisible de l'Empire Ottoman.

de la ville du 18 au 20 octobre 1925. D'autres bombardements auront lieu en mai 1926 sur Damas, qui va être entourée d'un boulevard de douze kilomètres constitué d'un réseau de fils de fer barbelés ; des soldats, installés aux postes de sécurité, filtrant les entrées et les sorties de la ville.

Au Djebel Druze, le siège de 65 jours de sa capitale Soueïda, ravitaillée par air, depuis la base française de Rayak au Liban, où le 39^e régiment d'aviation dispose de 8 escadrilles équipées d'environ 60 à 70 Bréguet XIV, sera brisé par les troupes françaises le 25 avril 1926.

Le Djebel Druze ainsi que le Sud Liban retrouveront progressivement le calme, Druzes et nationalistes se séparant politiquement. En revanche, dans la région de Damas, les opérations de «pacification» seront plus longues.

La répression menée par la France – même si la guérilla s'est repliée encore pour de longs mois dans la montagne – lui a permis en écrasant la révolte, d'affirmer sa position de puissance mandataire ; mais aucune revendication des nationalistes n'a été prise en compte.

Le bilan de la «Grande Révolte» est d'environ 10 000 morts syriens, surtout des civils, et de 2 500 à 6 000 soldats français, disparus, morts au combat ou des suites de maladies.

À Damas, un nouveau gouvernement est formé par Ahmed Nami Bey, un pro-français nommé chef de l'Etat syrien par le Haut-commissaire Henry de Jouvenel, qui a succédé le 19 novembre 1925 à Maurice Sarrail. Ce Gouvernement comprendra trois ministres nationalistes qui, ayant refusé le 11 juin 1926 de signer avec le reste du gouvernement une motion contre la rébellion, seront arrêtés et déportés en Djézireh jusqu'en 1928.

L'insurrection s'est essouffée à cause des conflits opposant les différentes communautés syriennes, grâce aussi aux mesures libérales adoptées par le haut-commissaire de Jouvenel, et aux renforts venus de France.

Pendant la décennie qui va suivre, une douzaine de premiers ministres vont se succéder à la tête des gouvernements syriens, ayant à faire un compromis entre la prise en compte des aspirations nationales et les volontés de la puissance mandataire. Une décennie qui va aussi être celle d'une modernisation des infrastructures et de la société du pays.

En Syrie, comme dans les autres territoires sous souveraineté française, au Maghreb, en Afrique noire ou en Indochine, l'arrivée au pouvoir du Front populaire en France en 1936 permit une ouverture en direction des mouvements nationalistes.

Les négociations entre le gouvernement français et les nationalistes syriens se conclurent par la signature le 9 septembre 1936 d'un traité d'indépendance («Accords Viénot») de la Syrie dans un délai de cinq



La signature des «Accords Viénot» en 1936.

ans, la France gardant des avantages politiques, économiques et militaires.

Le traité fut ratifié par le parlement syrien à l'unanimité (décembre 1936), mais ne passera pas devant le parlement français, et sera enterré en 1938, compte tenu de l'imminence d'une guerre avec l'Allemagne.

«LA PÉRIODE DE GUERRE»

Le 7 janvier 1939, Gabriel Puaux, diplomate précédemment en poste en Roumanie et Autriche, nommé le 22 octobre 1938 Haut-Commissaire de la République en Syrie et au Liban, arrive à Beyrouth, avec «pour mission d'aménager le mandat en Syrie et au Liban pour la période de guerre».

Restant en poste jusqu'à fin novembre 1940, il aura à prendre en compte à la fois l'évolution de la situation politique en France, la déclaration de guerre, conjointement à la Grande-Bretagne, avec l'Allemagne en septembre 1939, la «Drôle de guerre», la débâcle française de mai-juin 1940, la déclaration de guerre de l'Italie à la France, l'armistice de Rethondes du 22 juin 1940 avec le Reich...

En août 1939, alors que le déclenchement de la Guerre était imminent, le président du conseil français Edouard Daladier rappelait au service le général Maxime Weygand pour le nommer chef du Théâtre d'opérations de la Méditerranée orientale, avec pour mission de coordonner la présence militaire française au Levant et dans les Balkans à partir de son quartier général de Beyrouth.

À ce poste, il sera notamment associé au projet d'offensive à partir du Levant contre l'URSS dans le Caucase, contre les puits de pétrole de Bakou ; offensive finalement abandonnée du fait de l'évolution du conflit en Europe – notamment la fin des affrontements soviéto-finlandais – et de moyens militaires disponibles insuffisants.

Alors que le pays aura à faire face depuis le 10 mai 1940 à l'offensive de la Wehrmacht, Weygand sera rappelé en France pour prendre le 19 mai le commandement de l'Armée française.

Le Haut-commissaire Gabriel Puaux, quittant son poste, sera remplacé le 29 décembre 1940 par le général de corps d'armée Henri Dentz¹⁴ qui arriva à Beyrouth dans une ville confrontée à une pénurie de pétrole, et de blé, à la hausse des prix, à une menace de famine.

À la différence de l'Afrique du Nord ou

de l'AOF, l'Armistice de juin 1940 entré en vigueur en Syrie et au Liban n'est pas directement celui de Rethondes avec le Reich, mais celui de la *Villa Inciza* signé le 24 juin avec l'Italie.

Une délégation de la Commission italienne d'Armistice, dirigée par le général de Giorgis arriva à Beyrouth le 27 août 1940 pour contrôler les forces militaires françaises ; elle sera renforcée en novembre suivant par deux diplomates, dont Srabna, l'ancien consul général d'Italie à Beyrouth.

La signature de l'armistice de Rethondes aura cependant des conséquences immédiates et à plus long terme. Ainsi, dès le 22 juin 1940, les agents allemands internés depuis le début de la guerre en septembre 1939 vont retrouver leur liberté.

L'Abwehr va, dès août 1940, renvoyer à Beyrouth Rudolf Roser, commandant de réserve, ancien représentant dans la ville de la firme d'optiques Voigtlander, ayant pour mission officielle la défense des biens et intérêts allemands, et la liaison avec la Commission italienne d'armistice, mais qui surtout, avec l'aide de Paula Koch, d'une famille d'importateurs établie depuis plus de cinquante ans à Alep, trilingue allemand-arabe-français, officiellement chargée des intérêts allemands au consulat de Suisse, va multiplier les contacts avec les nationalistes syriens et libanais hostiles au maintien de la présence française, avec les personnalités germanophiles.

Le 12 janvier 1941, le ministre allemand des Affaires étrangères obtiendra du gouvernement pétainiste la possibilité d'envoyer en Syrie, avec un permis de deux mois, un spécialiste du Proche-Orient, Otto von Hentig, pour étudier les intérêts... culturels du Reich au Levant ! Et «accessoirement» la situation politique et militaire en Syrie...

Le 17 janvier 1941, Hentig et Roser se réunissent avec le général de Giorgis à l'hôtel Métropole de Beyrouth avant d'entamer un périple à travers la Syrie qui les mènera à Damas, Alep, Hama, Lattaquié, Tripoli. À Hama, von Hentig, indiqua aux notables musulmans, auxquels fut projeté un film sur l'offensive de la Wehrmacht à l'Ouest de l'Europe, que la victoire allemande ne fait aucun doute, qu'elle apportera un ordre nouveau, que la Syrie sera indépendante, que la Société des Nations (SDN) n'existant de fait plus, le mandat doit disparaître.

Ce dernier argument se verra renforcé par la décision du gouvernement pétainiste, annoncée le 19 avril 1941, de retirer l'«État français» de la Société des Nations¹⁵ qui, avec un fonctionnement entravé par les hostilités, continue cependant d'exister. Von Hentig et Roser quitteront le Levant le 16 février.

Ils ne furent pas les seuls Allemands à parcourir les États du Levant pour y recueillir des renseignements non seulement politiques mais aussi directement militaires et stratégiques : fin janvier 1941, un officier de la Luftwaffe se renseigna sur les bases aériennes de Syrie et du Liban...

Des bases qui vont prendre une grande importance avec l'évolution de la situation politique et militaire dans les Balkans et en mer Egée. La conquête par la Wehrmacht

⁹ Capitulations : ensemble d'accords entre la «Sublime Porte» (Empire Ottoman) et les puissances européennes ouvrant des droits et privilèges aux chrétiens et pèlerins dans les possessions ottomanes ; François 1^{er} fut en 1528 le premier souverain français à conclure un accord permettant de restituer aux chrétiens une église de Jérusalem transformée en mosquée. En 1427, le monastère bénédictin de Galata est placé avec l'autorisation du Sultan sous la protection de l'Ambassade de France près de la Sublime porte. En 1604, Henri IV obtient du Sultan Ahmet 1^{er} des accords de Capitulations protégeant la protection des pèlerins et religieux de l'Eglise du Saint-Sépulchre.

¹⁰ De 9 000 à 12 000 hommes, essentiellement d'unités sénégalaises et algériennes.

¹¹ Fayçal se verra offrir par les Britanniques le trône d'Irak et sera couronné à Bagdad le 23 août 1921. Il décédera en 1933. Son frère Abdallah sera placé sur le trône de l'Emirat de Transjordanie.

¹² Minorité musulmane chiite hétérodoxe ses adeptes vouent un culte à Ali, gendre de Mahomet. Leur doctrine aurait été élaborée au IX^e siècle en Irak par un disciple dissident du 10^e imam, Ali Al Hadi. Aujourd'hui, la minorité alaouite est surtout présente dans le nord-ouest de la Syrie, notamment dans la montagne et sur la côte, autour de la ville de Lattaquié.

¹³ Druzes : À la fois une obédience religieuse, apparentée à l'Islam mais qui s'en distingue par plusieurs aspects doctrinaux et pratiques culturelles, et aussi de fait une minorité ethnique avec des traits culturels spécifiques. Les Druzes sont concentrés au sud du Liban et au centre du Mont-Liban, dans le sud de la Syrie (Djebel druze), en Galilée et sur le plateau du Golan.

... LES FRANÇAIS LIBRES

de la Grèce, achevée par celle de la Crète le 31 mai 1941, va amener la Luftwaffe aux portes de l'Égypte, du Canal de Suez, de la Palestine. Les Italiens occupent depuis 1912 une douzaine d'îles du Dodécanèse, dont Rhodes.

Une grande importance aussi du fait de l'évolution de la situation politique et militaire en Irak, voisin oriental de la Syrie.

L'AFFAIRE IRAKIENNE

Le 25 avril 1920, le Conseil suprême interallié réuni à San Remo, alors qu'il donnait Mandat à la France d'administrer au nom de la SDN la Syrie et le Liban, faisait de même en ce qui concerne l'Irak, dont le mandat – ainsi que ceux concernant la Transjordanie et la Palestine – était confié à la Grande-Bretagne.

L'évolution de ces territoires fut difficile : alors que les Français s'opposèrent au Royaume arabe que l'émir Fayçal voulait instaurer avec Damas comme capitale, les Britanniques lui offrirent le trône d'Irak : il sera couronné à Bagdad le 23 août 1921. L'Irak verra sa pleine indépendance reconnue de droit par son adhésion à la SDN en 1932, tout en restant lié à la Grande-Bretagne, qui garda deux bases dans le pays et un droit de transit pour ses troupes de Bassorah vers la Palestine.

Fayçal 1^{er} décéda en 1933. Son successeur fut son fils aîné Ghazi 1^{er}, alors âgé de 21 ans et qui exprimera des sympathies à l'égard du nazisme ainsi que son désir d'annexer le Koweït. Selon la version officielle, contestée, Ghazi 1^{er} se tua en 1939 dans un accident de voiture. Lui succéda son fils Fayçal II, alors âgé de... 3 ans, sous la régence de son oncle maternel, Abdéllah, dévoué aux intérêts britanniques¹⁶. Une politique qu'incarnera Nouri Saïd, Premier ministre depuis le 25 décembre 1938 mais qui sera contestée par les milieux nationalistes panarabes, dont Rachid Ali al-Gilani ministre des Affaires étrangères, qui succédera à Nouri Saïd comme premier ministre le 31 mars 1940.

À cette date, la Grande-Bretagne est en Guerre avec l'Allemagne, avec laquelle l'Irak a rompu les relations diplomatiques, ce qu'il refusera de faire avec l'Italie fasciste, qui a déclaré la guerre à la Grande-Bretagne le 10 juin 1940. Et des contacts sont noués avec l'Allemagne nazie pour obtenir son soutien.

Les Britanniques obtiendront le 1^{er} février 1941 le renvoi de Rachid Ali, qu'un coup d'État le 1^{er} avril rétablira au pouvoir le 12 avril, tandis que le régent et Nouri Saïd durent s'enfuir.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne refusèrent de reconnaître le nouveau régime irakien et Londres débarqua des troupes à Bassorah le 18 avril. Le 30 avril, l'armée irakienne assiégea la base de la R.A.F. d'Habbaniya près de Bagdad, tandis que celle-ci bombardait les lignes irakiennes.

Rachid Ali sollicitera alors une aide militaire du Reich,¹⁷ que celui-ci décidera de lui accorder ; le problème étant l'absence de frontière commune entre les deux pays et la distance les séparant interdisant les vols sans escale.

Dans ce contexte, la Syrie et le Liban,

sous contrôle de l'État français pétainiste, vont avoir une grande importance...

LES COMPLICES...

Les premiers avions allemands – deux *Heinkel* aux couleurs allemandes et un autre aux couleurs françaises – atterrirent à Alep le 9 mai, sans attendre les entretiens sur le sujet entre Darlan et Hitler, qui ne débiteront que le 11 mai à Berchtesgaden.

Trois autres appareils arrivèrent à Rayak le 11 mai et poursuivirent vers Damas, où se trouvaient déjà 9 *Messerschmitt* et 6 *Junkers* en partance pour l'Irak. Le 12 mai, 14 bombardiers *Heinkel 111* et trois transports «*Condor*» atterrirent à Mesze, le 15 mai des atterrissages d'avions allemands maquillés sont enregistrés sur les aérodromes d'Alep, Palmyre et Deir-é-Zor.

106 appareils allemands – certains camouflés aux couleurs irakiennes lors d'une escale dans l'île sous domination italienne de Rhodes – furent recensés en transit sur les aérodromes syriens à destination de l'Irak. Le camp sud (Neirab) de l'aérodrome d'Alep devint de fait une base aérienne allemande (effectifs : 200).

Le 11 mai 1941, le général Huntziger, ministre de la Guerre du Gouvernement pétainiste télégraphiait au général Dentz : «*au cours de ses conversations avec le Führer, l'amiral Darlan a concédé aux Allemands des bases aériennes du Levant...*» toujours en date du 11 mai, un autre télégramme officiel d'Huntziger à Dentz précisait : «*En cas de survol du Levant par des avions allemands ou italiens, abstenez-vous de toute riposte. Si certains de ces avions atterrissent sur vos aérodromes, recevez-les et demandez des instructions. Les avions anglais doivent, par contre, être attaqués par tous les moyens.*»

Par ailleurs, les autorités pétainistes acceptèrent de livrer les 12 mai, 25 et 27 mai 1941, par quatre trains, aux Irakiens, pour 120 millions de francs de matériel militaire français (armes et munitions) stocké en Syrie et au Liban – environ 600 tonnes d'armes et d'essence d'avion, des canons de 75 – dans le cadre des dispositions de la convention d'armistice.

LES «PROTOCOLES DE PARIS»

Le 11 mai 1941, accompagné de Jacques Benoist-Méchin, secrétaire-adjoint à la vice-présidence du Conseil, l'Amiral Darlan, depuis le 10 février vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, se rendit au Berghof, à Berchtesgaden dans les Alpes bavaroises, pour y rencontrer Hitler accompagné de Ribbentrop.

Cette visite fut le prélude des entretiens qui se déroulèrent à Paris les 27 et 28 mai suivant entre d'une part Darlan, de Brinon, représentant de l'administration pétainiste, Benoist-Méchin et le général Huntziger, ministre de la Guerre, et d'autre part Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris et le général Warlimont, chef-adjoint de l'*Oberkommando von Wehrmacht* (OKW).

Ces entretiens débouchèrent sur la signature par Darlan et Abetz des «*Protocoles de Paris*», et d'un protocole additionnel dont la mise en œuvre permettrait premièrement aux Allemands – alors engagés dans la conquête de la Crète – ainsi qu'aux Italiens (présents à Rhodes – d'utiliser les aérodromes français de Syrie, notamment

celui d'Alep, où la Luftwaffe pourra installer un point d'appui, pour aller prêter main-forte en Irak à Rachid Ali en lutte contre les Britanniques, deuxièmement d'utiliser le port tunisien de Bizerte et la voie ferrée Tunis-Gabès pour l'approvisionnement de l'Afrika Korps de Rommel en Libye et enfin l'accès du port de Dakar aux navires de guerre – notamment un ravitailleur de sous-marins – et de commerce allemands. Toutes mesures qui de facto associeraient l'État français pétainiste aux opérations militaires menées par le Reich.

Le «*donnant-donnant*» espéré par Darlan, conscient du risque d'être directement entraîné dans un conflit avec les Britanniques et les Américains, est le renforcement de l'Armée d'Afrique avec l'aval des Allemands, auxquels il est demandé d'autoriser le transfert en Afrique du Nord d'effectifs militaires métropolitains (environ 10 000 hommes), et de matériels militaires sortis des lieux de stockages prévus par l'Armistice, et la libération de plus de 900 officiers prisonniers, dont notamment le général Juin.

LES FRANÇAIS LIBRES

Dès le 22 juin 1940, l'armée de Syrie faisant allégeance à Pétain, la Brigade polonaise indépendante des Carpates¹⁸ avait fait défection le 30 juin, se réfugiant en Palestine.

La communauté française de Palestine était bien moins nombreuse que celle d'Égypte et comptait beaucoup de religieux, regroupés dans quelques 70 établissements culturels, hospitaliers et charitables, reconnaissant pour la plupart – à l'exception du Père Savey, supérieur des Dominicains de Haute Djezireh, passé en Palestine le 21 août et qui s'engagera dans les FFL¹⁹ et de mère Marie Godelaine, supérieure de Notre-Dame de Sion à Jérusalem – l'autorité d'Amédée Outrey, consul général de France, dont ils partageaient le zèle maréchaliste.

La Palestine va cependant représenter dès les premiers jours, un refuge pour les premiers volontaires fuyant la Syrie pour rejoindre la «*France Libre*». Dès la fin juin 1940, plus d'une centaine d'hommes, venus pour la plupart de la 3^e compagnie du 26^e R.I.C., se regroupèrent sous la direction du capitaine Folliot dans la région d'Haïfa. D'autres, tel le colonel de Larminat, chef d'état-major du commandant en chef de l'Armée du Levant, ne firent que traverser le pays pour se rendre au Caire (d'où il gagna l'A.E.F.). A la mi-juillet, il restait encore dans la région d'Haïfa plus de 300 soldats, avec 12 officiers, désireux de reprendre le combat.

Avant l'armistice du 22 juin 1940 en Métropole, il existait à Jérusalem une mission française de liaison détachée par le général Noguès, commandant supérieur en Afrique du Nord, auprès de son homologue au Proche-Orient, le général Wavell ; elle perdit sa raison d'être après la conclusion de l'armistice.

D'autant plus que son titulaire d'alors, le commandant des Essars, se rallia à de Gaulle, et mit en place la mission de liaison de la France Libre en Palestine, à laquelle le Consul général de France à Jérusalem – Amédée Ouvrey, resté fidèle au gouvernement français replié à Vichy – et le consul à Haïfa se montrèrent hostiles.

Les Britanniques – soucieux de ménager ce gouvernement de Vichy, qui garde alors le contrôle de la Syrie et du Liban voisins –

¹⁶ De fait, c'était l'ancien Préfet de Police, Président du Conseil de Paris, et député Jean Chiappe qui avait été nommé Haut-Commissaire en Syrie et au Liban en remplacement de Gabriel Puaux, mais son appareil – un quadrimoteur «*Farman*» d'Air France piloté par Henri Guillaumet – sera le 27 novembre 1940 abattu par erreur entre la Sardaigne et la Tunisie par la chasse italienne...

¹⁷ La «*France Libre*» considérera cette décision comme nulle et non avenue, n'engageant pas la France.



Général Catroux



Général Legentilhomme



Général Dentz



Général Wilson

tolérèrent son existence, la réduisant à n'être qu'un centre d'accueil pour les Français évadés de Syrie.

Le 21 août, Paul Répition-Preneuf, dans le civil ingénieur dans les métiers du pétrole et qui, officier de réserve mobilisé à Alep, avait décidé, le jour de l'Armistice du 22 juin, de passer en Palestine, y était nommé chargé de mission de la «France Libre».

Outre son rôle de représentation de la «France libre», la mission, sous la direction de Paul Répition-Preneuf, va devenir à Jérusalem un point de ralliement pour les Français échappés de Syrie, mais aussi d'action sur le territoire sous contrôle des autorités pétainistes.

En Palestine voisine, «Radio-Jérusalem», diffusait depuis l'été 1940 à destination de la Syrie et du Liban une émission «française libre», avec pour speaker Joseph Halleguen, mais qui était sous le contrôle de la censure britannique.

Le 1^{er} octobre 1940, dissimulé dans une maison particulière, le poste clandestin «Radio-Levant France libre», échappant à cette censure, commença ses émissions depuis Haïfa sous l'autorité de François Coulet, avec la collaboration de Jean Fleuriot et de Raymond Schmittlein, tous trois gaullistes de la première heure, en bénéficiant sur le plan technique et de la maintenance matérielle de l'aide de David Hacothen, de la «Voix d'Israël» (*Kol Israel*), dépendant de la «Haganah»¹⁶. Les services du Haut-Commissariat pétainiste chercheront à brouiller ses émissions ainsi que celles de «Radio le Caire» et «Radio Jérusalem».

À partir de Jérusalem, Paul Répition-Preneuf entreprit aussi l'organisation d'un réseau de renseignement opérant au Liban et en Syrie, recrutant dans les états-majors de l'«Armée du Levant» à Damas, Beyrouth, Alep et Hama, dans les services administratifs et de sûreté de Beyrouth et de Damas mais aussi jusque dans l'entourage du général Dentz, Haut-commissaire de Vichy. Attachant une grande importance à la surveillance des aéroports convoités par les Allemands, Paul Répition-Preneuf, obtint des renseignements précis sur la situation politique et militaire dans les deux territoires sous mandat, renseignements transmis au Caire.

Le 25 août 1940, l'hydravion transportant le général Catroux, de retour d'Indochine et dont le général de Gaulle va faire son représentant au Levant - atterrit sur le lac de Tibériade en Palestine.

LA 1^{RE} DIVISION FRANÇAISE LIBRE

De Gaulle ordonna aux unités de la France libre, qui s'étaient couvertes de gloire en Libye et en Erythrée, de se rassembler en Palestine. Elles n'y arrivèrent pas toutes en même temps, mais se regroupèrent à la mi-mai à Qastina, un ancien camp militaire désaffecté à 50 kilomètres au sud de Tel Aviv, mis par les Britanniques - après de multiples démarches... ! - à la disposition des «Français libres».

Le Bataillon de marche n°2, conduit par le commandant de Roux, arriva le premier à Qastina, où il fut progressivement rejoint par le 1^{er} bataillon de fusiliers-marins du capitaine de corvette Détroizat, puis par la Légion, par le 1^{er} escadron de Spahis marocains du capitaine Jourdi, de Chevigné, et par le 1^{er} bataillon d'infanterie de Marine (B.I.M.) du commandant de Chevigné. Le commandant Delange, qui avait rallié de Gaulle au Congo, arriva d'Erythrée le 5 mai avec 1^{er} bataillon de marche.

Enfin, les autres formations - bataillon de marche n°3, compagnie de vieux chars Hotchkiss, batterie d'artillerie, transmissions, service de santé - rallièrent Qastina au cours des journées suivantes. Parmi les derniers arrivés, le 21 mai 1941, figurait le colonel Collet, qui venait de se rallier aux FFL en franchissant la frontière de Syrie avec plusieurs escadrons de Tchekesses (453 hommes).

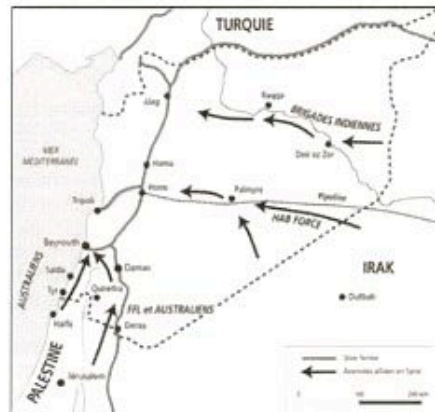
L'ensemble, soit un effectif total d'environ 5 850 hommes, formant la 1^{re} Division française libre (DFL), fut réparti en deux brigades : la première, aux ordres du colonel Cazaud, comprenant le bataillon de marche n°1, le bataillon de marche n°3, et le bataillon de la Légion Étrangère ; les quatre autres bataillons étant regroupés dans une deuxième brigade commandée par le colonel Genin († 17 juin 1941).

Sous l'autorité du général Catroux, le général Legentilhomme, placé à la tête de la 1^{re} DFL, fut assisté par son chef d'état-major, le lieutenant-colonel Koenig.

Le général de Gaulle fit, du 14 au 26 mai, un premier séjour à Jérusalem (entrecoupé d'un retour au Caire le 24), se consacrant à la préparation de l'expédition de Syrie. Le 26 mai 1941, il vint en personne à Qastina passer en revue la 1^{re} DFL.

L'accueil fait à de Gaulle par le Haut-Commissaire britannique en Palestine Sir Harold Mac Michael, fut distant, traduisant son peu d'enthousiasme pour une expédition que le général Wavell allait entreprendre à la demande expresse de Churchill. Toutefois, le caractère officiel de cette visite indigna le consul général de Vichy, Amédée Outrey, qui protesta officiellement contre cet affront fait à son gouvernement...

¹⁶ Formée sur ordre du général Sikorsky le 2 avril 1940 à Horns, en Syrie mandataire, avec des militaires polonais ayant échappé à la capture lors de la cessation des combats en Pologne fin septembre 1939 et évacués de leurs camps d'internement en Hongrie et Roumanie vers le Levant français.



LES FORCES PÉTAINISTES

Les forces terrestres de l'«Armée du Levant», appellation officielle des forces pétainistes, rassemblent des troupes régulières d'origine métropolitaine - 4 bataillons du 6^e régiment d'infanterie coloniale (R.I.C.), 3 bataillons du 24^e R.I.C. et 2 bataillons du Régiment mixte colonial -, des troupes «coloniales» - 13 bataillons de tirailleurs (algériens, tunisiens, sénégalais et marocains) ainsi que, pour la cavalerie, les 4^e spahis tunisien, 1^{er} spahis marocain et 8^e spahis algérien ; et des «Troupes spéciales». Sous cette dernière appellation sont regroupées les troupes dépendant des autorités des deux «Mandats» : 3 bataillons d'infanterie de chasseurs libanais et 8 bataillons syriens, 5 000 cavaliers en escadrons de 100 hommes (dont 15 escadrons circassiens motorisés).

L'artillerie mobilise 6 700 hommes avec 120 canons de campagne, les 6^e et 7^e chasseurs d'Afrique sont équipés de 90 chars et d'automitrailleuses blindées.

L'aviation à la disposition du général Dentz regroupe 289 appareils, dont 35 chasseurs Dewoitine D520 modernes et quelques bombardiers légers. Toutefois une part notable de cet effectif sera détruit au sol dès le début des hostilités. Avec l'accord des Italiens et des Allemands, parties d'Istres en zone Sud, la 4^e escadrille de bombardement et l'escadrille de chasse 1AC, envoyées en renfort au Moyen-Orient, y arrivent le 15 juin après une escale à Athènes, en Grèce occupée.

Quant aux forces navales du Mandat, placées sous le commandement de l'amiral Gouton, elles consistent en 2 contre-torpilleurs (*Guépard* et *Valmy*), 3 sous-marins (*Caiman*¹⁷, *Marsouin*¹⁸, *Souffleur*) et 1 aviso (*Elan*).

L'OPÉRATION «EXPORTER»

Les troupes britanniques et du Commonwealth, placées sous le commandement du général Wilson et prépositionnées en Irak, Transjordanie et en Palestine, comprennent 18 000 Australiens (commandés par le lieutenant-général John Lavarack), 9 000 Britanniques, 2 000 Indiens (du général Lloyd).

La Royal Air Force dispose de 70 appareils, la Royal Navy, forte de trois croiseurs et six destroyers, surclasse la Division navale du Levant pétainiste.

L'attaque des troupes alliées, placées sous le commandement du général britannique Henry Maitland Wilson, commença à

¹⁷ Il participera à la campagne d'Erythrée, à celle de Syrie face aux troupes vichystes, il sera tué à Bir Hakeim dans la nuit du 10 au 11 juin 1942. Médaille de la Résistance avec rosette, Compagnon de la Libération.

¹⁶ Abdellilah assurera la régence jusqu'en 1953. Il sera tué, ainsi que le roi Fayçal II, lors du soulèvement militaire panarabe du général Kassam en Irak du 14 juillet 1958.

¹⁷ Le secrétaire général du Parti communiste irakien, Youssouf Salman (-Fahd-), écrit à Rashid Ali pour tenter de le dissuader de pactiser avec le Reich : «compter sur l'aide d'un État impérialiste, quel qu'il soit, ne signifie rien d'autre que la chute du mouvement national dans les bras d'un autre impérialisme».

2 h du matin le 8 juin. Dentz crut à une intimidation britannique visant à faire évacuer les Allemands, qu'il va donc faire rapatrier par avion ; en vain.

La 7^e division australienne du général Sir John Lavarack, appuyée par les canons de la marine britannique attaqua le 10 juin le long de la côte vers Saint-Jean-D'acre et Beyrouth ; un peu avant 14 h, les Australiens sont déjà devant Tyr, où ils sont bien accueillis (comme à Tibrine). Ils ont plus de mal à franchir le Litani, où les Vichystes ripostent. Les marines britannique et vichyste s'affrontent le long des côtes.

La 5^e brigade indienne d'infanterie et les Français libres progressent à l'intérieur vers Damas.

Le 12 juin, les Australiens entrent à Saïda, à 47 km de Beyrouth.

Le 15 juin, les F.F.L. subissent de lourdes pertes devant Néjah, à quelques kilomètres au sud de Damas. Le même jour, la Luftwaffe réalise des frappes sur les positions navales britanniques.

Le 16 juin, le contre-torpilleur *Chevalier Paul*, venu de Toulon, se fait torpiller par des avions *Swordfish* basés à Chypre, et des avions vichystes endommagent deux destroyers britanniques.

À partir du 17 juin, de nouvelles forces sont engagées (6^e division britannique d'infanterie, 10^e division indienne d'infanterie, qui devra progresser vers Alep en longeant l'Euphrate, et *Habforce*).

Le général australien Lavarack prend à compter du 18 juin la direction des opérations terrestres menées dans le Sud de la Syrie et au Liban, commandant toutes les unités ; sauf la «*Habforce*» qui entre depuis l'Irak en Syrie le 21 juin avec la Légion arabe, la 10^e division indienne et la 1^{re} D.F.L. du général Legentilhomme, sous le commandement duquel est alors placée la 5^e division indienne (général Loyd).

À l'extrême-nord du pays, les 17^e et 20^e brigades d'infanterie indiennes sont chargées de progresser au sud de la frontière en longeant la voie ferrée turque qui lui est parallèle en direction du terminal pétrolier libanais de Tripoli sur la côte méditerranéenne, vers lequel le dirigeant pro-nazi de l'Irak, Rashid Ali, avait, après avoir coupé en mai 1941 l'oléoduc Kirkouk-Haifa, détourné le flux du pétrole irakien de Kirkouk ; et ce aussi afin d'interdire les approvisionnements de l'«*Armée du Levant*» depuis la mer ou la Turquie.

Le 21 juin, deux colonnes britanniques – fortes d'un millier d'hommes – venues d'Irak convergent vers Palmyre, défendue par 187 légionnaires du 8^e régiment étranger d'infanterie et par une centaine de bédouins de la 1^{re} compagnie légère du désert s'appuyant notamment sur le fort Weygand. Les combats vont durer jusqu'au 3 juillet, la garnison finissant, malgré l'appui de l'aviation vichyste reçu depuis Beyrouth, par capituler.

Ce même 21 juin 1941, les Britanniques et les F.F.L. entrent à Damas, évacuée par les Forces pétainistes.

Le 23 juin, le général de Gaulle, chef des Français libres arrive dans la ville et nomme le général Catroux commandant en chef dans le Levant et son délégué permanent et plénipotentiaire dans les États du Levant.

Le 25 juin, le sous-marin français *Souf-*

leur est coulé par le sous-marin britannique HMS *Parthian* au large de Beyrouth.

L'ARMISTICE DE SAINT-JEAN D'ACRE

Considérant qu'aucun renfort ne lui parviendrait de la part du Gouvernement de Vichy et que l'Opération Barbarossa lancée le 22 juin contre l'URSS excluait toute initiative allemande de soutien d'importance, Dentz, avec l'aval de Vichy, fit transmettre le 8 juillet au commandement britannique par le consul des États-Unis à Beyrouth une demande d'armistice après ces 22 jours de combat.

Ceux-ci cessèrent le 11 juillet, et les négociations d'armistice débutèrent le 12 juillet à Saint-Jean d'Acre.

Le général Wilson dirigea la délégation britannique, et la délégation vichyste fut présidée par le général de division Joseph de Verdilhac, adjoint de Dentz et commandant des forces terrestres de l'Armée du Levant, avec à ses côtés le général d'aviation Jeannekeyn, M. Conty, directeur des Affaires politiques au Haut-Commissariat, et M. Chambert, speaker de la radio officielle du Mandat, *Radio-Levant*. Sur ordre de Vichy, elle refusa de traiter avec les «*Français Libres*».

Quant au statut des membres de la délégation des «*Français libres*, dirigée par le général Catroux, assisté de Paul Repiton-Preneuf, contesté par de Verdilhac qui affecte de ne voir dans les «*Français libres*» que des «*dissidents*», il sera de fait celui d'observateurs.

Le 14 juillet, l'armistice est signé à Saint-Jean-d'Acre par Joseph de Verdilhac, représentant les autorités vichystes de Syrie et le général Henry Wilson représentant les Britanniques. Ayant assisté aux entretiens, le général Catroux ne sera pas invité à signer l'accord final.

Aux termes de l'armistice, les Anglais devaient récupérer l'armement collectif et lourd de l'«*Armée du Levant*», qui reçut des Anglais les «*honneurs de la Guerre* et put conserver ses armes individuelles, les «*Troupes spéciales du Mandat*» étant placées sous commandement britannique.

Les militaires mais aussi les fonctionnaires et civils métropolitains le désirent devant être rapatriés vers la France par des bateaux français. En tout 37 563 personnes quittèrent à l'automne le Levant.

Par ailleurs, un protocole annexe n'autorisait aucun contact entre les FFL et l'Armée du Levant, et ce afin d'entraver les ralliements aux Gaullistes.

Les termes de cet armistice, plaçant de fait la Syrie et le Liban sous contrôle britannique, vont être violemment dénoncés par le général de Gaulle et rejetés par le Conseil de Défense de l'Empire. D'autant plus que se révélaient des manœuvres britanniques tendant à détacher de la Syrie au nord la Djézireh, pour la rattacher à l'Irak, et au sud

le Djebel Druze pour le transférer au mandat britannique de Transjordanie...

Le 21 juillet, le général de Gaulle informa Oliver Lyttleton, ministre d'État britannique en résidence au Caire, de ce rejet des dispositions de l'armistice de Saint-Jean-d'Acre, lesquelles équivalaient à l'abandon – inacceptable – du Levant français à l'Angleterre.

Le 25 juillet, à l'issue d'entretiens oraux, les accords De Gaulle-Lyttleton organisèrent la coopération franco-britannique au Proche-Orient sauvegardant les intérêts français, dont les Britanniques reconnais-



Les généraux de Gaulle et Catroux à Beyrouth le 29 juillet 1941.

sent la prééminence en Syrie et au Liban. Ainsi, le matériel de Guerre de l'«*Armée du Levant*» devait revenir aux «*Français libres*», les «*Troupes spéciales*» devaient être intégrées aux FFL. Et les Gaullistes être autorisés à tenter de rallier les troupes de Vichy.

Dans les faits, les officiers britanniques contrecarrèrent ou retardèrent la mise en œuvre des diverses dispositions de ces accords.

Edward Spears, nommé en juin 1940 par Churchill à la tête de la mission de liaison placée auprès de de Gaulle, et devenu Chef de la mission britannique en Syrie, chercha à contrôler tous les actes du général Catroux, y compris ses proclamations sur l'indépendance de la Syrie (27 septembre 1941) et du Liban (26 novembre 1941).

LE BILAN DE LA CAMPAGNE DE SYRIE

Dans les combats de la Campagne de Syrie, l'«*Armée du Levant*» vichyste eut 1 066 tués et 4 500 blessés, elle concéda 3 000 prisonniers. Et 37 736 hommes se rendirent.

Les pertes furent lourdes pour les Australiens : 416 tués ; 600 tués et blessés pour les Britanniques et les Indiens.

Les F.F.L., qui engagèrent dans cette opération presque toutes leurs forces terrestres, eurent 300 tués et blessés.

Le ralliement aux «*Français libres*» fut le choix de 127 officiers et de près de 5 688 officiers et hommes de troupe de l'ex-«*Armée du Levant*» (2 600 Européens, 1 100 Nord-Africains, 1 800 coloniaux).

leur britannique H.M.S. «*Ajax*», mais le rate. Le 9 Juin 1941, le «*Caiman*» est fortement grenadé par des forces britanniques. Il tire quatre torpilles sur le H.M.S. «*Barham*», à la position 237° SAIDA 17°, mais le rate. Le 28 Juin 1941, il croise le sous-marin britannique H.M.S. «*Parthian*», qui a envoyé par le fond le «*Souffleur*» trois jours plus tôt, le 25 juin...
 22 Réarmé à partir de février 1941 au sein de la division navale du Levant, il attaque à la torpille un croiseur anglais le 16 juin 1941.

20 Haganah («*Défense*» en hébreu) : organisation d'auto-défense des communautés juives, qui pendant la Seconde Guerre mondiale coopéra avec les Britanniques face à la menace d'invasion nazie.

21 Circassiens (appelés aussi Tcherkesses, Adygués, Kabardes...) : ensemble de populations des républiques caucasiennes de la Russie contemporaine. La conquête violente au 19^e siècle de la Région par les troupes tsaristes entraîna une importante émigration vers les Balkans, la Turquie et le Proche-Orient (Syrie, Liban, Palestine...)
 22 Le 8 avril 1941, il appareille avec le «*Souffleur*» et le «*Marsouin*» pour Beyrouth où ils arrivent une semaine plus tard.
 Le 8 Juin 1941, le «*Caiman*» lance une torpille sur le croi-

CONSTANCE RAPPENEAU

Constance Rappeneau naquit le 3 janvier 1879 à Domecy-sur-Cure, dans l'Yonne, à la limite de la Nièvre, dans une famille de quatre enfants. Très jeune, elle quitta sa région d'origine pour venir à Paris comme domestique. Prenant un restaurant au Kremlin-Bicêtre, elle se maria le 22 décembre 1900 avec Rémi Bohez – dont elle divorcera en 1913 – et prend un restaurant au Kremlin-Bicêtre.

Après avoir tenu un autre restaurant à Vitry-sur-Seine, Constance Rappeneau ayant vendu ce fonds de commerce, acquiert en 1935, dans le 19^e arrondissement de Paris, quartier de la Mouzaïa, un bar-restaurant, l'«*Aquarium-Bar*», au 121 Boulevard Sérurier, en face d'un nouvel ensemble de 350 logements HBM habités par une population ouvrière, parmi laquelle sont nombreux les militants syndicaux et politiques, notamment communistes.

«CHEZ MY»

Constance Rappeneau, ayant rebaptisé l'«*Aquarium*» en «*Chez My*», va faire de son établissement un lieu de sociabilisation populaire et de rencontre d'adhérents ou sympathisants des organisations du mouvement ouvrier, politiques, syndicales, sportives, culturelles...

Ainsi Jacques Gréa, élu conseiller municipal communiste du quartier «Pont de Flandre» lors des élections municipales de mai 1935, puis le 3 mai 1936 élu député de la Seine, de même que Clément Magnaval, élu en 1937 conseiller municipal de Paris pour le quartier des Carrières d'Amérique (19^e arr.), tiennent des permanences chez «la mère My», ainsi qu'on appelle familièrement désormais Constance et son bar-restaurant ; la cellule locale 554 du Pcf s'y réunit, de même que les «Amis de l'URSS».

Le Pacte germano-soviétique (23 août 1939), la déclaration de Guerre à l'Allemagne (3 septembre 1939), la mobilisation des hommes à l'armée, l'interdiction du Parti communiste (26 septembre 1939), la suspension et l'arrestation de ses élus (Jacques Gréa est arrêté le 8 octobre 1939, et déchu de son mandat de député le 21 janvier 1940), des arrestations s'étendant à de simples adhérents, vont avoir des conséquences sur la vie personnelle, sociale et militante dans le 19^e arrondissement.

Femme de 60 ans donc non mobilisée, sympathisante mais non adhé-

rente et militante du Parti communiste, Constance Rappeneau a été à l'écart de la répression policière des premiers mois de l'Occupation ; dans le contexte des difficultés de vie et d'isolement de l'époque, le restaurant «*Chez My*» va redevenir un lieu familial – ce qui n'est pas sans risques... – permettant aux militants revenant à Paris de renouer des contacts, d'autant plus que la «Mère My» n'est pas regardante sur l'exigence de fourniture de tickets de rationnement pour accéder à son restaurant...

RENOUER LES CONTACTS...

Ainsi, Jules Dumont, ancien commandant du bataillon «Commune de Paris» de la «1^{re} Brigade internationale», puis du bataillon «La Marseillaise» de la XIV^e Brigade, qui sera l'un des fondateurs de l'«Organisation spéciale» (l'O.S.) du Parti communiste et l'un des commissaires politiques du premier Comité militaire national des FTP, va – comme Pierre Georges – fréquenter «*Chez My*», notamment pour trouver, grâce à des camarades, des locaux pour l'activité clandestine, tel, à proximité de «*Chez My*», ce petit appartement du 5 avenue Debidour, qu'indiquera le gardien de l'immeuble, membre du Pcf, où il entreposera des armes et munitions et installera le laboratoire de fabrication d'explosifs de l'O.S. confié à France Bloch.

En novembre 1941, Gilbert Brustlein, identifié comme l'un des membres du commando ayant abattu à Nantes le lieutenant-colonel Holtz, va y être installé avec interdiction d'en sortir, le compagnon de la gardienne de l'immeuble étant chargé de lui apporter ses repas préparés «*Chez My*».

Mais, contrairement à la consigne reçue, Brustlein prit l'habitude d'aller passer ses journées «*Chez My*», où il va être reconnu par un client du bar-restaurant le fréquentant avant l'Occupation, le gardien de la paix Leblanc, du commissariat des Lilas dans lequel l'avis de recherche avec photo de Brustlein était affiché. Fernand David, chef de la Brigade spéciale (BS 1) des Renseignements généraux, qui recherchait les membres du commando de Nantes fut alerté.

David va mettre en place pendant plusieurs jours un dispositif de surveillance et de filatures autour du 5 de l'avenue Debidour, ainsi qu'autour et à l'intérieur du restaurant «*Chez My*».



Deux fileurs ayant été repérés, et la photo de Brustlein ayant été publiée dans un journal collaborateur, ce qui avait entraîné son départ immédiat du 19^e arrondissement, David va précipiter l'intervention policière : l'après-midi du 25 novembre 1941, le restaurant est envahi par une dizaine d'inspecteurs en armes, et les 18 personnes présentes – dont Constance Rappeneau – sont arrêtées ; neuf, mises hors de cause, sont relâchées.

Au 5 avenue Debidour, les opérations simultanées de la Brigade spéciale, dirigées par David en personne, permirent de trouver des documents, des explosifs et le matériel du laboratoire clandestin de l'O.S., ainsi qu'hélas des indications biographiques et des adresses qui entraîneront d'autres arrestations.

LA DÉPORTATION

Constance Rappeneau fut maintenue en détention, et incarcérée à la Prison de la Santé. Condamnée à deux ans de prison, elle fut acquittée en appel le 4 septembre 1942 mais fut livrée le 22 octobre suivant aux Allemands qui l'internèrent au fort de Romainville, élément du *Frontstalag* allemand n°122.

Le 23 janvier 1943, elle est transférée au camp de Royallieu près de Compiègne, antichambre de la Déportation. Le lendemain, elle est l'une des 250 déportées par le convoi 31754 à Auschwitz-Birkenau.

Le 17 février 1943, à peine un mois après son arrivée à Auschwitz, elle cède à 64 ans au Block 25 du camp des femmes de Birkenau, d'épuisement suite aux mauvais traitements reçus des SS., tels, après l'appel du matin ayant duré par -18 °C de 4 heures à 8 heures, les coups reçus lors de la «Course» terminant une journée de supplice immobile sans boisson ni nourriture.

Le nom de Constance Rappeneau est inscrit sur le Monument aux morts de Domecy-sur-Cure.

¹ Parfois transcrit dans certains textes ou témoignages en «*Chez Mlé*», sans que l'on détermine précisément l'origine de l'appellation.

² Jacques Gréa, originaire des Pyrénées-Orientales, fils de commerçants, entrera dans l'administration des Finances. Son activité syndicale et son engagement politique au Parti communiste à partir de 1925 le feront muter en Région parisienne par mesure disciplinaire de l'administration.

³ Il sera condamné le 3 avril 1940, par le 3^e Tribunal militaire de Paris, à cinq ans de prison, transféré à la prison de Poitiers puis à celle de Maison-Carrée en Algérie, d'où il sera libéré par le débarquement anglo-américain de novembre 1942.

⁴ Des responsables importants de la clandestinité communiste tels Jules Dumont, Pierre Georges (futur Fabien), France Bloch, Conrad Miret-Muste, un responsable de la M.O.I., habitués de «*Chez My*», ainsi que Brustlein, échappèrent à l'arrestation. Hélas, J. Dumont, C. Miret-Muste et F. Bloch-Serazin tombèrent ultérieurement dans les griffes de la police.

LA «FEBRUARISTAKING» («GRÈVE DE FÉVRIER») AUX PAYS-BAS

Dans toute l'Europe sous le joug des nazis ou de leurs alliés fascistes, la suppression des libertés individuelles et collectives, une même politique xénophobe, raciste,

antisémite. Pourtant, malgré les persécutions et les répressions, des hommes et des femmes se dressèrent pour dire «non», «c'est assez». Ainsi, aux Pays-Bas...

Le 10 mai 1940 dès 4 h 35 du matin, malgré la neutralité réaffirmée de leurs pays, les Néerlandais, comme les Belges et les Luxembourgeois, eurent à faire face à la violation de leurs frontières terrestres et aériennes par la Wehrmacht et la Luftwaffe dans le cadre de la *Westfeldzug* (l'«offensive à l'Ouest»), qui concerna aussi la France, en guerre avec le Reich nazi depuis le 3 septembre 1939.

Malgré la solidarité d'armes face à l'agression entre les Pays-Bas et la Belgique, et la décision du Haut-commandement français d'envoyer des forces françaises en Belgique, ainsi qu'en longeant la côte belge la 7^e armée française vers Anvers et au-delà en Zélande au secours des forces néerlandaises, la supériorité militaire allemande s'affirmera ; avec les bombardements terroristes dont Rotterdam fut une tragique cible, avec un millier de victimes civiles et 78 000 sans-abris.

Le 14 mai, la défense néerlandaise s'effondra face à la 18^e armée allemande, notamment à Rotterdam et à Utrecht. Et le général Winkelman, doyen de l'état-major néerlandais, à qui les pouvoirs civils et militaires avaient été transmis par la Reine, annonça la cessation des combats, avant de signer la capitulation des forces armées néerlandaises le 15. La Reine Wilhelmine, sa famille et son gouvernement avaient quitté le pays le 13 mai, à bord du destroyer britannique *HMS Hereward*, pour se réfugier en Grande-Bretagne¹.

Contrairement aux espérances des nazis néerlandais dans la constitution d'un État vassal du Reich² élargi aux régions néerlandophones de France et de Belgique ou dans l'annexion immédiate au Reich³, le choix d'Hitler fut la mise en place d'une administration civile sous la forme d'un *Reichskommissariat Niederlande*⁴, placé le 18 mai 1940 sous la direction d'Arthur Seyss-Inquart, l'ancien führer du parti nazi autrichien et éphémère premier ministre autrichien ayant organisé en 1938 l'*anschluss* (annexion) de son pays au Reich.

Seyss-Inquart, qui arriva officiellement à La Haye le 29 mai 1940, nomma à ses côtés 4 «*Generalkommissare*» : aux Finances et à l'économie (Fischböck), aux «Missions spéciales» (Schmidt), à l'Intérieur et à la Justice (Friedrich Wimmer), à la Sécurité et chef

de la Police (Hanns Albin Rauter).

La politique nazie à l'égard des Néerlandais aux Pays-Bas va osciller entre deux approches : sont-ils un peuple «aryen» parent séparé du peuple allemand, réintégré dans la communauté germanique, ou simplement un peuple conquis sur lequel il faut assurer la domination du Reich, en le débarrassant de ses éléments politiquement hostiles ou racialement impurs.

Les premiers sont les démocrates, les socialistes, les syndicalistes, les communistes mais aussi potentiellement les croyants, catholiques et protestants, les seconds sont les Juifs, les Tziganes...

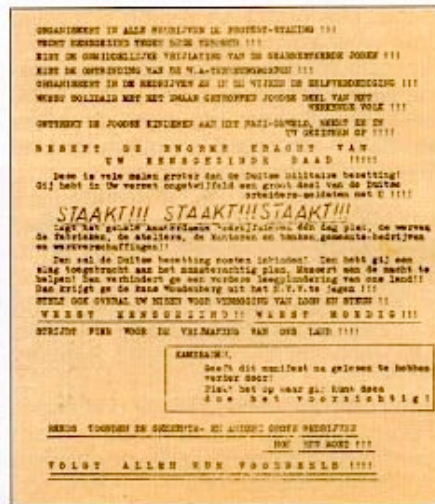
La première mesure prise à l'encontre des Juifs néerlandais est dès juin 1940 leur radiation des services de la Défense civile antiaérienne, suivra en septembre l'interdiction de publications. Le 22 octobre 1940, tous les propriétaires juifs de commerces et d'entreprises sont astreints à se faire enregistrer.

En novembre 1940 sont décrétées l'interdiction de recruter des Juifs pour des emplois dans la sphère politique ou dans la fonction publique, et la mise en disponibilité de ceux en poste⁵, puis l'exclusion des enseignants et conférenciers juifs dans les universités ; ce qui provoquera des grèves de protestation des universitaires et des manifestations étudiantes, notamment à Delft et Leyde, et entraînera la fermeture des deux universités.

Le 10 janvier 1941, tous les Juifs⁶ néerlandais ou résidant aux Pays-Bas seront astreints à se déclarer comme tels, un «Bureau Juif»⁷ composé de notables sera institué notamment à des fins de recensement : 159 806 personnes, dont 140 245 nées de deux parents juifs seront ainsi recensées.

LES PROVOCATIONS NAZIES

Début 1941, la milice *Weerafdeling* (WA) du parti nazi néerlandais de Mussert (NSB), analogue aux S.A. allemande, encouragée par le docteur Böhmcker, représentant spécial (*Beauftragte*) pour Amsterdam du *Reichskommissar* Seyss-Inquart, entrait dans le quartier dans le quartier juif, afin d'y multiplier les provocations de la communauté juive, saccageant des magasins juifs, menaçant des restaurateurs non juifs acceptant des clients juifs.



Tract du CPN appelant à la grève contre la persécution des Juifs

Face à ces provocations, les habitants du quartier organisèrent des groupes d'autodéfense, débordant la police. Les affrontements culminèrent le 11 février 1941 lors d'une bataille de rues dans le quartier de Waterlooplein entre des groupes de défense des habitants et quarante membres du WA, lors duquel l'un d'entre eux fut mortellement blessé.

La police hollandaise donna l'ordre d'isoler le «quartier juif» du reste de la ville, dont les nazis vont entreprendre la délimitation. Ce décès de l'un des provocateurs nazis devint la justification rétroactive de cette mesure.

Les Allemands vont donner l'ordre de mettre en place un unique organisme représentatif des Juifs, ce sera le *Judenrat* qui sera leur seul interlocuteur reconnu et qui tiendra sa première réunion le 13 février.

Quelques jours à peine après la création du *Judenrat*, le 19 février, des membres de la «*Grüne polizei*» (ou *Ordnungspolizei*)⁸ allemande pénétrèrent dans le café-glacier Koco, protégé par un commando d'autodéfense mais qu'ils mettront à sac ; au cours de la bagarre, le glacier se défendait avec le gaz utilisé pour l'eau de seltz et du gaz ammoniac, plusieurs policiers allemands seront blessés. Les deux propriétaires – Alfred Kohn et Ernst Cahn, réfugiés juifs allemands – et six membres du commando de défense furent arrêtés, torturés et

¹ Restent sous l'autorité de la Reine et du gouvernement néerlandais les Indes néerlandaises (Indonésie), la Guyane hollandaise (Surinam), les Antilles néerlandaises (Aruba, Bonaire, Curaçao, Saint-Martin)

² C'était le projet d'Anton Mussert, chef du Nationaal-Socialistische Beweging in Nederland (NSB). Seul parti autorisé sous l'Occupation, le NSB rassembla 100 000 adhérents en 1942 et Mussert fut proclamé *Leider van het Nederlandse volk* («chef du peuple néerlandais») par Hitler. Il sera fusillé à la Libération.

³ C'était la revendication du Parti national-socialiste hollandais des travailleurs (N.S.N.A.P.) dirigé par Ernst Herman Ridder van Happort.

⁴ Nom complet : *Reichskommissariat für die besetzten niederländischen Gebiete* : *Reichskommissariat pour les territoires néerlandais occupés*.

⁵ Dont le Président du Tribunal suprême néerlandais Ludvik Ernst Visser.

⁶ Toute personne ayant au moins un de ses grands-parents né Juif, au sens des lois racistes nazies de Nuremberg.

⁷ Parallèlement à cet organisme coopérant avec les autorités d'Occupation, les représentants des trois communautés juives des Pays-Bas (*ashkenaze*, *séfarade* et *libérale*) avaient constitué une «*Commission Juive de Coordination*» (*Joodse Coördinatie Commissie*) s'assurant pour mission – indépendante des occupants qui ne le reconnurent pas – l'aide psychologique, financière juridique et culturelle à la communauté.

⁸ *Ordnungspolizei* : «Police d'ordre», regroupes différents services de sécurité (maintien de l'ordre, gendarmerie, police de la route, ferroviaire, fluviale, maritime...).

condamnés à de lourdes peines par le Tribunal allemand de La Haye : Alfred Kohn fut déporté et assassiné à Auschwitz lors d'une marche de la mort en janvier 1945. Ernest Cahn fut le premier fusillé par les Allemands le 3 mars 1941.

Les 22 et 23 février 1941, les Allemands réagirent à des troubles dans le quartier juif, provoqués par la milice WA, et prirent des mesures de représailles. Le quartier fut encerclé par environ 600 membres de l'*Ordnungspolizei* : 485 Juifs de 20 à 35 ans furent arrêtés comme otages. 389 furent déportés dans les camps de concentration de Buchenwald et, plus tard, de Mauthausen. La brutalité de la police allemande et les sévices au grand jour à l'encontre des habitants et des victimes de la rafle choquèrent le public.

LA GRÈVE DE FÉVRIER 1941

La riposte va prendre la forme d'une grève qui débutera à Amsterdam le 25 février 1941 avant de s'étendre à d'autres villes.

L'organisateur du mouvement va être le «Parti communiste des Pays-Bas» (*Communistische Partij van Nederland*, CPN), parti formé en 1918 en écho de la Révolution bolchevique russe à partir de courants de gauche de la Social-démocratie. En 1933, le CPN obtint 4 sièges sur 100. D'après les fichiers des dossiers des services de renseignements néerlandais et de la Gestapo, son nombre d'adhérents était de 10 852 en 1937, il régressa à 9 000 au lendemain du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Dès avant la Guerre, le parti s'était préparé à l'illégalité et, dès le jour de la capitulation, le 15 mai 1940, réunie au siège du CPN à Amsterdam, sa direction décidait de constituer une organisation illégale, regroupant environ 2 000 membres organisés en cellules de district, avec à sa tête Paul de Groot, Lou Jansen, Jan Dieters et Jaap Brandeburg qui, en tant qu'instructeur pour le district d'Amsterdam du CPN, sera l'un des organisateurs de la grève de février 1941. Le 17 mai 1940, fut mise en place la branche de La Haye du CPN ; lors de cette réunion, le groupe *Vonk* («l'Étincelle») a été fondé. En novembre 1940, débuta aussi la publication du journal clandestin du parti, *De Waarheid* («La Vérité»).

Dès le début du mois de février 1941, le CPN, qui redoutait la mise en place d'un gouvernement du parti nazi NSB dirigé par Mussert, avait appuyé une grève le 17 des métallurgistes d'Amsterdam-Noord menacés d'envoi pour le travail forcé en Allemagne, et envisageait de l'étendre le lendemain 18 en grève générale à tout le pays. Les Allemands ayant ajourné la mesure, le mot d'ordre de grève prévu pour le 18 fut rapporté.

Toujours avec le souci d'empêcher l'accession du NSB au pouvoir, en l'occurrence à la faveur d'une accentuation

de la campagne antisémite à laquelle le parti nazi néerlandais prenait une part active, le Conseil national et le Conseil du district d'Amsterdam du CPN décidèrent de maintenir la mobilisation enregistrée dans la préparation de la grève du 18 février pour lancer un nouveau mot d'ordre de grève, contre les persécutions antisémites accentuées par les rafles des 22 et 23 février.

Le 24 février à 18 heures, à Amsterdam, place Noordermarkt, la direction clandestine du CPN organisa une courte réunion en plein air de 300 militants clandestins de la Résistance. Un appel fut rédigé par Lou Jansen, du triangle national de direction du CPN et, dupliqué à la ronéo dans la nuit, fut distribué aux habitants de la ville par tracts, imprimés grâce aux moyens techniques clandestins de *de Waarheid*. Il appela à la grève et à arrêter la répression antisémite : «STAAKT !!! STAAKT !!! STAAKT !!!» («Arrêtez !!!», «Arrêtez !!!», «Arrêtez !!!»).

L'idée initiale était une grève de deux jours : le mardi 25 dans les entreprises publiques et le mercredi 26 une grève générale, incluant l'ensemble du monde du travail.

Le matin du 25 février 1941, les tramways s'arrêtèrent à Amsterdam, tandis que les militants du CPN distribuaient le tract «Arrêtez !!!» dans les entreprises de la ville. Les fonctionnaires municipaux, les enseignants, la construction navale, la cale sèche d'Amsterdam, les travailleurs de *Fokker* cessèrent le travail, le grand magasin *De Bijenkorf* entra dans le mouvement. A travers la ville, vers midi le 25, la grève générale était un fait. 300 000 manifestants bloquèrent la vie de la ville.

D'Amsterdam, la grève s'étendit à Zaandam, Haarlem, Velsen, Bussum, Weesp. Muiden.

A La Haye, les tentatives d'extension de la grève, par la distribution de tracts au dépôt de tramways effectuée par le groupe communiste *Vonk*, frappé par la répression depuis la fin 1940, furent infructueuses.

En revanche, la grève prit une grande ampleur à Hilversum, notamment par l'arrêt de travail le 25 février de la *Nederlandsche Seintoestellen Fabriek* (Philips) avec 4 000 employés. Le lendemain 26 février, il y eut une manifestation du centre au nouvel hôtel-de-ville qui, ayant été bloquée par des militaires, se détournait vers l'ancien hôtel-de-ville où, se trouvant là aussi face à des militaires, le cortège se désagrégea. Selon des rapports – non confirmés – de l'époque, cette manifestation pourrait avoir rassemblé une dizaine de milliers de personnes. 10 000 participants, hommes et femmes.

À Utrecht, il y eut une grève le mercredi 26 février 1941.

LA RÉPRESSION

Même si quelques petits arrêts de tra-

vail purent encore être enregistrés le 27 février, la grève s'acheva le 26 au soir ; de par la répression menée avec les concours de collaborateurs par les forces d'occupation sous la direction de Friedrich Christiansen, général d'avia-



Manifestants arrêtés à Amsterdam

tion, de par la pression patronale ainsi que des autorités administratives, notamment municipales.

Les villes ayant été le théâtre de mouvements de grève furent condamnés à de lourdes amendes : Amsterdam à 15 millions de florins, Hilversum à 2,5 millions, Zaandam à un demi-million de florins...

Les Allemands ont aussi brisé la grève par la répression violente : 9 personnes furent tuées lors d'affrontements durant le mouvement, et il y eut de nombreuses arrestations, qui se poursuivirent après la fin du mouvement, notamment afin d'en éviter la réplique. Car le CPN projeta l'organisation d'une nouvelle grève le 6 mars.

La veille, Leendert Schijveschuurder, membre du CPN et presseur de profession, fut surpris le 5 mars en train de distribuer des appels à cette grève ; en procédure accélérée, il fut condamné à mort et exécuté le... 6 mars ; devenant ainsi le premier néerlandais exécuté par l'occupant¹⁰.

Le 13 mars, trois grévistes communistes de février – Hermanus Coenradi, Joseph Eijil et Eduard Hellendoorn – furent exécutés par un peloton d'exécution allemand sur le *Waalsdorpervlakte* près de Scheveningen¹⁰.

Vingt-deux communistes ayant participé à l'organisation de la grève des 25 et 26 février 1941 furent condamnés à l'automne à 10 ans de pénitencier, à effectuer en Allemagne. La répression ne se limita pas aux villes et régions affectées par le mouvement de grève : des villes telles Groningue et La Haye furent touchées par des arrestations massives.

La *Februaristaking* – «La grève de février» – fut la première manifestation populaire d'ampleur contre l'antisémitisme non seulement aux Pays-Bas mais aussi dans toute l'Europe occupée.

Portons aussi à l'attention des «historiens» rescapés de la Guerre froide – il en subsiste – qu'organisée à l'initiative des communistes néerlandais, qui subirent le poids de sa répression, elle se déroula 4 mois avant l'attaque nazie contre l'URSS du 22 juin 1941.

¹⁰ Les 3 grévistes de février furent exécutés le 13 mars 1941 avec 15 membres du groupe de Résistance *De Geuzen* arrêtés fin 1940 pour suspicion de sabotage.

⁹ Par un peloton d'exécution après «jugement».

NOS DEUILS

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération, celui d'Ami(e)s de la Résistance qui consacrèrent leurs efforts

à faire vivre la mémoire et les valeurs de la Résistance. La Direction Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Gilbert SAUVAN, Marie-Louise EYMARD (Drôme)

Né le 22 octobre 1919 à Cléon d'Andran, Gilbert Sauvan, mobilisé en 1940, est arrêté en Charente-Maritime, il regagnera son village en 1941. Deux ans après, chargé d'approvisionner les Occupants, il camoufle beaucoup de provisions malgré les contrôles dont il est l'objet. (acte de Résistance). Membre de la 12^e cie du 3^e bat. de l'Armée Secrète, engagé dans les F.F.I. jusqu'au 15 septembre 1944, il traverse le Vercors puis participe à la libération «sans combattre» de Monestier-de-Clermont et de Vif dans l'Isère. Grenoble est libérée dans la foulée. Fin août 1944, la bataille sanglante de Montélimar fait rage : c'est là qu'il rencontra son épouse. Gilbert Sauvan a raconté les marches exténuantes dans les montagnes drômoises, la peur, la fatigue, la faim, la soif, la Résistance traquée, la délation. Il a été aussi traumatisé par les sévices des nazis : Cléon d'Andran, petite commune rurale, a été le théâtre d'événements tragiques : 15 déportés dans divers camps de la mort. Puis il eut une vie citoyenne intense dès 1945 : d'abord conseiller municipal, puis maire de Cléon d'Andran de 1958 à 1995, Conseiller général du canton de Marsanne de 1964 à 2001, vice-président du tourisme et de l'agriculture de 1992 à 2001, membre de la chambre d'agriculture de 1995 à 2001, il s'occupait de la M.S.A. et a fait rayonner son village dans la région par la création d'un collège, d'une piscine, d'un camping, d'un gymnase, d'un corso. Malgré la douleur causée par les déportations et sévices de la guerre, il fera jumeler Cléon d'Andran et Wasseberg. Il a été Président de l'amicale des Anciens Combattants de Cléon et membre de l'A.N.A.C.R., ainsi que Président d'honneur. Titulaire de l'Ordre National du Mérite, de la Légion d'Honneur, il s'est éteint à près de 102 ans, le 9 février 2021.

Marie-Louise EYMARD («Malou») Disparue le 13 février, elle était née en février 1923 à Aubenas dans une famille de modestes

agriculteurs. Refusant le gouvernement de Vichy et l'Occupation, ses parents accueillirent des réfugiés mais aussi des personnes recherchées, pourchassées : Résistants qualifiés de terroristes et Juifs, certains ayant échappé à la rafle à Vals-les-Bains le 30 septembre 1943. Approchée par Charles Escudier et Georges Picard, deux résistants de la région albenassienne, «Malou», fait son apprentissage dans le canton d'Aubenas, chargée dès décembre 1942 d'observer les occupants, de transporter des valises. A partir de mai-juin et plus encore d'août 1943, avec l'accord de ses parents, elle quitte l'Ardeche pour Lyon, où elle rencontre le commandant Richard (André Bourdin), chef régional du réseau F2. Désormais clandestine, car totalement engagée dans la Résistance, elle est toujours en mouvement, souvent à bicyclette ou en train, entre Lyon, Grenoble, Chambéry, Aix-les-Bains... Agent de liaison, estafette pour le réseau d'espionnage polonais F2, elle transmet des messages, des renseignements... Dénoncée, arrêtée le 14 avril 1944 à Lyon, interrogée à l'Ecole de santé, siège de la Gestapo, rue Berthelot, elle ne parle pas. Internée à la prison de Montluc jusqu'au 22 juillet, elle quitte avec une dizaine de camarades cet «univers de terreur et de peur», pour Romainville atteint le 24 juillet. Lors de ce trajet, elle griffonne des messages à l'adresse de ses parents afin de les informer. Deux de ces trois bouts de papier, jetés sur la voie ferrée, sont récupérés par des cheminots et transmis à sa famille. Puis par l'avant-dernier convoi parti de la gare de l'Est à Paris, après avoir transité par le camp de Neue-Bremm, entre Forbach et Sarrebruck, atteint le 4 août, elle est envoyée à Ravensbrück où elle devient le numéro 52560. Transférée fin septembre dans un commando de travail à Belzig, elle travaille six jours par semaine, 12 heures par jour à la fabrication d'obus pour la DCA au profit de l'entreprise Roederhof. Les 80 à 90 Françaises sur les 750 déportées de Belzig ont la réputation d'être peu productives et

de saboter les pièces produites. À partir de février 1945, les bombardements fréquents retardent l'arrivée des matières premières, qui devient impossible avec la destruction de la gare de Belzig. En mars le typhus conduit à l'enfermement des déportées dans leurs blocs respectifs. Fin avril débute la «marche de la mort», sous encadrement SS avec armes et chiens. Lors de cette marche, Malou et ses camarades rencontrent des prisonniers de guerre français et belges du stalag XI A à Altengrabow. Début mai, les SS ayant disparu, elles sont libérées par les Américains et prennent la route de la France : Arras puis Paris en passant par la Hollande, la Belgique. Malou rejoint ensuite Lyon, où le commandant Richard la récupère, ayant promis à ses parents de la ramener à Aubenas où elle arrive le 11 mai 1945. Les années qui suivent son retour ne sont pas faciles (son premier mari : Albert Champion, avec qui elle a deux fils, décède en 1949) un troisième fils naît quelques années plus tard de son mariage avec M. Boissard. Son rôle comme agent P1 puis P2, de chargée de mission dans le réseau F2, lui valut d'être homologuée au grade de sous-lieutenant. Elle était décorée de la Croix de Guerre avec citations, de la Légion d'honneur (chevalier puis officier), de la Croix du Combattant Volontaire de la Résistance. Elle s'investira dans de nombreuses associations en lien avec son passé de Déportée et de Résistante : présidente de la section locale de Montélimar de la FNDIRP, membre de l'ANACR, de l'amicale du réseau F2 de la France combattante sans oublier son rôle dans l'association du musée de la Résistance et de la Déportation du Teil, très attachée à la mémoire de la Résistance et de la Déportation et aux valeurs pour lesquelles elle a combattu : liberté, justice, république, elle témoigna, véritable «passeuse de mémoire», auprès de collégiens et de lycéens, passionnés par ses interventions.

Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (A.N.A.C.R.)

BON de SOUTIEN
- 2020 -

Conservez ce bon. Il peut vous faire attribuer un des nombreux cadeaux dont la répartition aura lieu par tirage au sort. La liste en sera publiée dans le numéro du 1^{er} trimestre 2021 du «Journal de la Résistance - France d'Abord»



TIRAGE DES BONS DE SOUTIEN 2020

Tous les talons des bons souscrits parvenus et réglés au siège de l'ANACR le 15 avril 2020 - date-limite de renvoi retardée du fait du Covid-19 - ont fait l'objet d'un tirage au sort pour désigner les bénéficiaires des cadeaux offerts aux souscripteurs.

Les possesseurs des bons 002714 et 027894 recevront au choix un poste de télévision couleur, un ordinateur, un téléphone portable ou une mini-chaîne d'une valeur maximale de 900 €.

Tous les souscripteurs des bons portant les numéros suivants, recevront à l'adresse qu'ils auront indiquée, un cadeau utile et agréable qui leur sera expédié, franco de port, dans les mois suivant la réception par nos services du bon correspondant.

000593	004851	008865	013257	020454	024591
000805	004989	009108	014978	020879	025081
000873	008325	009244	015885	021374	025508
001112	007323	010467	016884	022390	027366
001663	006577	010859	017864	022616	027894
002645	005912	011433	018178	022698	
002714	008360	012279	018476	023559	
003270	008642	013113	019743	023741	
003558	008783	013181	020276	024003	

Je fais des recherches sur mon grand-père et sa sœur, Joseph et Margit KORICSONER, hongrois et tous les deux Résistants. Mon grand-père était en France lorsqu'il s'est engagé dans la Résistance : il y a donc bien un dossier le concernant aux archives du Service Historique de la Défense au Fort de Vincennes. Par contre, je n'ai rien trouvé sur ma grand-tante. Elle était restée vivre en Hongrie et transmettait des informations à la Résistance française depuis Budapest. Son surnom était «Magog» et elle aurait été en contact avec Georges Maury, du groupe Résistance-Fer, et Jean Cavallès.

Suicidée en 1944 juste avant une descente de la Gestapo, elle a reçu à titre posthume en 1969 une décoration pour son engagement dans la Résistance à l'initiative du ministère français de la Défense ou d'une association de Résistants français.

Je sais juste que mon grand-père a reçu cette décoration lors d'une cérémonie d'hommage à Paris : c'est comme cela qu'il a appris que, comme lui, sa sœur s'était engagée dans la Résistance. Il doit donc y avoir un dossier en France mais où le trouver ? Qui sait comment faire ? Qui contacter ? Merci d'avance pour toute aide et conseils.

Contacteur Floriane BRISABOIS
28 rue Rabelais, 93400-SAINT-OUEN
Tél : 06 14 48 36 46
E-mail : floriane.brisabois@yahoo.fr

Je suis à la recherche d'informations, photos et documents concernant mon Grand-père, Georgien, Souliko (ou Soulico) ROUS-SICHVILI, qui déserta l'Armée rouge. Arrivé en France, il rejoignit le maquis en Dordogne (Rouffignac, à la Bournéche chez la princesse russe Tamara Wolkonsky).

Aujourd'hui ne reste que la mémoire de ma grand-mère pour retracer une trajectoire un peu floue... Déclaré mort par la Géorgie dans les années 40 - du fait de la désertion - je ne peux obtenir d'informations de ce côté ; si toutefois elles existent...

Qui pourrait m'aider ? Du moins pour son parcours résistant en France. D'avance, merci.
Contacteur Alexandre FRUGIER
4 rue d'Auray, 68510-RANTZWILLER
Tél : 06 48 23 50 70
E-mail : alexandrefrugier@gmail.com

Actuellement archiviste et étudiant à l'Université de Bourgogne, je suis le neveu au troisième degré de Georges VINCEROT, résistant né à Mâcon le 4 juin 1903 et mort en déportation le 1^{er} janvier 1945.

Je souhaiterais, dans une démarche personnelle, réaliser des recherches précises sur l'itinéraire de ce membre de ma famille, qui s'est illustré pour son courage et sa résilience lorsque l'ennemi est venu frapper à la porte de sa maison, à Louhans (71).

Qui aurait quelque information, document ou photographie le concernant ? D'avance merci pour toute aide.

Contacteur Valentin VINCEROT-BESSONNARD
94 boulevard Mansart, 21000-DIJON
Tél : 06 79 62 99 71
E-mail : valentinvb97@gmail.com

Je fais actuellement des recherches concernant les actes de Résistance de mon arrière-grand-père Max BOURGOIN dans l'Yonne

(89). J'ai trouvé un passage le mentionnant dans le livre de Robert BAILLY "La croix de St André" à la page 59. J'aurais aimé pouvoir le contacter pour connaître ses sources mais hélas il est décédé. Qui pourrait m'aider à remonter à la source de ce passage concernant Max Bourgoïn ? Peut-être y aurait-il plus d'informations concernant ses actes de résistance dans les archives départementales de l'ANACR ? Je n'ai pas trouvé beaucoup de choses dans les archives institutionnelles...

Merci par avance.
Contacteur Johann BOURGOIN
21 rue du Rocher, 21160-MARSAWNEY-LA-COTE
Tél : 07 89 53 32 95
E-mail : johann.bourgoin@gmail.com

Nous sommes à la recherche d'information concernant Simone MARTER qui, ayant environ 25 ans, fut parce que juive cachée à Champ-Dolent (27) en 1941-1942 par la famille Lochot, qui étaient des Résistants : André Albert LOCHOT, né le 22 avril 1908 à Paris 6^e, et son épouse Annette Blanche JACQUET, née le 10 août 1905 à Lemenay.

Cette famille a caché d'autres personnes juives, mais leurs enfants ne se souviennent pas des noms. Apparemment, c'était l'église qui les mettait en contact avec les personnes à cacher.

Cette famille aimerait retrouver trace de Simone Marter, ou du moins de son histoire et de ses descendants, s'il a pu y en avoir.

Quelqu'un aurait-il donc des informations sur Simone Marter ou encore sur la famille Lochot ?

Où qui pourrait me dire à qui m'adresser ?
Restant à disposition pour tout complément d'information, Merci par avance pour toute aide.

Contacteur Anne CHETRIT
4, Allée du 14 juillet, 93320-PAVILLONS-SOUS-BOIS
Tél : 06 20 54 05 03
E-mail : annechetrit@gmail.com

Je suis à la recherche de l'emplacement de la sépulture de mon grand-oncle, Elie YAMARELOS.

Je sais qu'il a été président de l'Association des anciens combattants grecs FFI de la Seconde Guerre mondiale, il habitait dans le 14^e arrondissement de Paris.

Merci pour toute information.
Contacteur Eric LOLLIER
27 rue Marie-Bashkirtseff, 06200-NICE
Tél : 06 50 82 16 48
E-mail : eric.lollier@wanadoo.fr

Je suis à la recherche de renseignements concernant Simone Marie Magdeleine BARRON, née à Teilhet (Puy-de-Dôme) le 18 mai 1911.

Cousine germaine de mon père, elle fut - selon sa pierre tombale - Secrétaire départementale de l'ANACR et membre de son Conseil national, élue à son congrès national de Vichy en 1994.

Est-il possible qu'il y ait dans les archives - nationales, départementales... ou privées - une photo d'elle ? Ou la description d'événements liés à sa vie et à ses actes de Résistance.

Si c'est le cas, serait-il possible de m'en faire parvenir une copie ? Merci par avance.
Contacteur Claude BARRON
4 Place du Mas - 63530 VOLVIC
Tél : 06 70 00 67 47
E-mail : claude.barron@free.fr

SOUSCRIPTION NATIONALE

Depuis la mi-mars 2020, la pandémie de Covid-19 a bouleversé notre vie familiale, notre vie professionnelle, notre vie sociale Elle a hélas entraîné - et continue à entraîner - la disparition de parents, d'amis, de collègues de travail, elle a conduit à la prise de mesures sanitaires restrictives qui ont affecté notre vie personnelle et collective.

Ainsi, en a-t-il été de la vie associative dans la période de confinement total, de restrictions de déplacement, de limitation de réunions. Cela a conduit à la décision obligée de reporter à juin 2022 le congrès de l'ANACR prévu initialement à octobre 2020. Il en a été de même pour nombre de comités locaux et départementaux de l'ANACR qui n'ont pu se réunir, sauf parfois dans des conditions très restreintes, tout en assurant la représentation aux cérémonies (27 mai, 8 mai, 18 juin, Libération de Paris et des départements, cérémonie Fabien, cérémonie «Affiche Rouge»...).

Cela a retardé - et retarde - la collecte des cotisations annuelles, et leur transmission - avec les abonnements au *Journal de la Résistance* - à la Direction nationale de l'ANACR, qui de ce fait - elle ne reçoit aucune subvention - est confrontée à des difficultés financières inhérentes grandissantes.

C'est pourquoi est extrêmement précieuse l'aide apportée, en participant à la souscription nationale, par plusieurs comités locaux et départementaux de l'ANACR, ainsi que personnellement par plusieurs camarades, que nous remercions tous chaleureusement : Comité départemental de l'Aisne : 100 € ; Comité régional d'Alsace : 100 € ; Comité départemental de l'Ariège : 200 € et 431 € ; Comité départemental de l'Aude : 200 € ; M. Remy Perrot (Cher) : 30 € ; Comité de Saint-Mexant (19) : 80 € ; Comité départemental de Corse-du-Sud : 150 € ; Comité départemental des Côtes-d'Armor : 1 000 € ; Comité départemental de la Creuse : 50 € ; Comité local de Fursac (Creuse) : 50 € ; Comité local de Montignac (Dordogne) : 200 € ; Annie Pez (Drôme) : 150 € ; Comité du Finistère : 300 € ; Comité local de Barjac (Gard) : 500 € ; Comité départemental du Gers : 300 € ; Comité départemental des Landes : 400 € ; Comité départemental du Loir-et-Cher : 500 € ; Jacques Chantre (Lot-et-Garonne) : 100 € ; Comité de Lozère : 200 € ; Marie-Claude Bousard (Nièvre) : 80 € ; Francis Chevalier (Nord) : 70 € ; Comité départemental du Pas-de-Calais : 100 € et 200 € ; Comité départemental des Hautes-Pyrénées : 1 000 € ; Comité ANACR du Conflent (66) : 100 € ; Comité départemental de Haute-Saône : 150 € ; Comité départemental de Savoie : 500 € ; Comité départemental de Haute-Savoie : 1 000 € ; Albert Goldstein (75) : 50 € ; Janine Mottet (Seine-Maritime) : 100 € ; Comité du Tarn : 300 € ; Comité départemental du Vaucluse : 200 € ; Comité local de Pernes-les-Fontaines (84) : 200 € ; Comité local de Bollène (84) : 200 € ; Comité départemental de Haute-Vienne : 200 € ; Comité local de Couzeix-Chapdelat (87) : 100 € ; J.V. (Essonne) : 150 € ; Comité départemental des Hauts-de-Seine : 100 € ; Libération Nationale PTT : 200 €. Total : 10 041 €

Vous n'irez plus DANSER !

LES BALS CLANDESTINS 1939-1945

Fruit d'une coopération entre le Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère, du Musée de la Résistance et de la Déportation du Cher, du Musée de la Résistance nationale de Champigny-sur-Marne, du Centre d'Histoire sociale des Mondes contemporains (Université de Paris 1, Panthéon-Sorbonne/CNRS), cet ouvrage – qui a fait appel pour sa rédaction à 11 auteurs : historiens, conservateurs du patrimoine, directeurs de Musées de la Résistance... – est publié à l'occasion de l'exposition «*Vous n'irez plus danser, les bals clandestins 1939-1945*», qui sera présentée aux Musées de la Résistance de Grenoble (9 avril 2021-3 janvier 2022), de Bourges (février à mai 2022), de Champigny-sur-Marne (juillet à décembre 2022) et avec le CHS de Paris 1.

La tentation d'interdire la danse pour des raisons de morale, de décence voire d'hygiène s'était déjà exprimée : au 19^e siècle, sous la Restauration, le curé d'Ars l'interdit dans sa commune, à la veille de la Première Guerre mondiale, le cardinal-archevêque de Paris Mgr Amette, veut interdire le tango à ses ouailles...

Depuis le début de la Guerre en septembre 1939, des bals furent suspendus de manière intermittente mais, selon le Journal l'Ouest-Eclair du 24 mai 1940, c'est le ministre de l'Intérieur, Georges Mandel, qui prend la décision d'interdire à toute la France la fermeture des dancings.

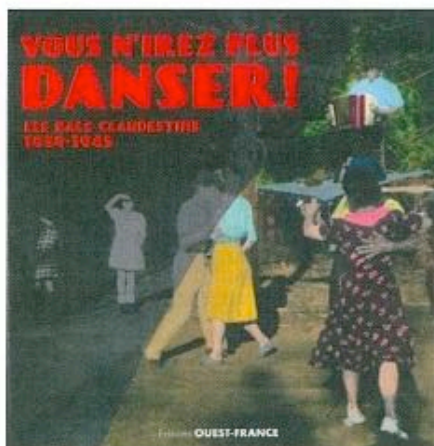
Cette fermeture durera toute la Guerre. En Zone occupée, où les Allemands ont instauré le couvre-feu et interdit les réunions, et où il est rappelé aux Préfets l'interdiction de tout bal public.

En zone Sud, le bal étant considéré comme participant à l'esprit de jouissance ayant affaibli la France, son interdiction est maintenue. En juillet 1943, Pierre Laval envoie une circulaire aux Préfets leur demandant de lutter contre les bals clandestins, avec internement administratif des organisateurs...

L'organisation de bals clandestins même sans autre motivation que de répondre à l'aspiration à retrouver un loisir populaire avant-guerre, voire pour les musiciens un petit revenu, a dans ce contexte de l'Occupation et du régime pétainiste, de fait une dimension de résistance à l'ordre établi.

L'ouvrage évoque avec minutie cette organisation : les organisateurs, les lieux, les musiciens, les instruments de musique utilisés, les airs joués, le profil des participants, etc.

Des bals clandestins vont avoir des liens avec les maquis environnants, ils peuvent être des lieux



de rencontre entre proscrits, d'échanges d'information et de messages, de collecte de fonds.

La répression des bals clandestins – du ressort des tribunaux de simple police – va être différenciée selon leur importance : amendes, fermeture d'établissements, saisie des instruments, petites peines de prison pouvant frapper les organisateurs, les hébergeurs, les musiciens, les participants.

Mais, la répression va parfois être tragique : ainsi, apprenant par un indicateur qu'un bal important doit être organisé pour le soir de Noël au château d'Habère-Lullin, près de Thonon, les Allemands, soupçonnant qu'il puisse être en liaison avec les maquis, vont, vers une heure du matin dans la nuit du 25 au 26 décembre 1943, investir les lieux, y trouvant une cinquantaine de jeunes gens. Ils vont les interroger violemment, en assassiner vingt-trois, et emmener neuf jeunes femmes et dix-sept garçons, quinze seront déportés ; six ne reviendront pas.

La période de la Libération fut une période de liesse, mais, ses premiers jours passés, le ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire rappela qu'il ne peut être question de danser dans un pays «*qui a tant souffert et est toujours en guerre*».

Il y eut de nombreuses dérogations jusqu'au rétablissement de la liberté de danser le 30 avril 1945.

VOUS N'IREZ PLUS DANSER, LES BALS CLANDESTINS 1939-1945, par Alain Buffet, François Gasnault, Marie Glon, Pascale Goetschel, Fabrice Grenard, Sophie Jacotot, Jean-Paul Le Maguet, Edith Marois, Antoine Musy, Pascal Ory, Alain Quillévère : 112 pages richement illustrées. Editions Ouest-France, avril 2021. Prix : 13,50€. editions@ouest-france.fr

PLAQUE-SOUVENIR

rappelle l'appartenance à la Résistance et à l'ANACR
 Contacter STRATI - LUX, Gilles OPPIZI
 11, lotissement Pré Colin, Chalet le Boréon 01460- PORT
 Tél : 06 08 99 46 60 ou 04 74 76 14 77 (de 12 à 14 h)
 E-mail : contact@stratilux.fr - site : <http://www.stratilux.fr>

75^e ANNIVERSAIRE DU CNR



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITE 5 € ; PAR 100 : L'UNITE : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITE 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE, DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€
 Par 50 : 2,5€ l'exemplaire
 Par 100 : 2€ l'exemplaire
 à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
 79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Pierre MARTIN

REDACTION - ADMINISTRATION
 79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
 Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S
 e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France	15 €
Etranger	17 €
Abonnement de soutien	30 €
Le numéro	4 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE
 Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD
 Le gérant : Charles SANCET
 Commission paritaire des Publications et Agences de Presse - N° 0521A06405

Imprimerie Multi Incofoto
 3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
 Tél. : 01.40.03.96.60

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n°s par an, 15 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 15 €
 à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS